

COI Focus

NIGERIA

Situation sécuritaire dans le nord-est

20 novembre 2020 (mise à jour)

Cedoca

Langue de l'original : français

DISCLAIMER:

Ce document COI a été rédigé par le Centre de documentation et de recherches (Cedoca) du CGRA en vue de fournir des informations pour le traitement des demandes individuelles de protection internationale. Il ne traduit aucune politique ni n'exprime aucune opinion et ne prétend pas apporter de réponse définitive quant à la valeur d'une demande de protection internationale. Il a été rédigé conformément aux lignes directrices de l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) et il a été rédigé conformément aux dispositions légales en vigueur.

Ce document a été élaboré sur la base d'un large éventail d'informations publiques soigneusement sélectionnées dans un souci permanent de recoupement des sources. L'auteur s'est efforcé de traiter la totalité des aspects pertinents du sujet mais les analyses proposées ne visent pas nécessairement à l'exhaustivité. Si certains événements, personnes ou organisations ne sont pas mentionnés dans ce document, cela ne signifie pas qu'ils n'ont jamais existé.

Toutes les sources utilisées sont référencées de manière simplifiée dans les notes en bas de page. À la fin du document, une bibliographie reprend les références bibliographiques complètes. Les sources simplement consultées sont également reprises dans une liste. Dans des cas exceptionnels, la source n'est pas mentionnée nommément. En cas d'utilisation d'une information spécifique contenue dans ce document, il convient de citer la source telle que mentionnée dans la bibliographie.

La publication ou la diffusion du présent document est interdite sauf accord écrit du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

This COI-product has been written by Cedoca, the Documentation and Research Department of the CGRS, and it provides information for the processing of individual applications for international protection. The document does not contain policy guidelines or opinions and does not pass judgment on the merits of the application for international protection. It follows the Common EU Guidelines for processing country of origin information (April 2008) and is written in accordance with the statutory legal provisions.

The author has based the text on a wide range of public information selected with care and with a permanent concern for crosschecking sources. Even though the document tries to cover all the relevant aspects of the subject, the text is not necessarily exhaustive. If certain events, people or organisations are not mentioned, this does not mean that they did not exist.

All the sources used are briefly mentioned in a footnote and described in detail in a bibliography at the end of the document. Sources which have been consulted but which were not used are listed as consulted sources. In exceptional cases, sources are not mentioned by name. When specific information from this document is used, the user is asked to quote the source mentioned in the bibliography.

This document can only be published or distributed with the written consent of the Office of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons.

Table des matières

Liste des sigles utilisés.....	3
Introduction	4
1. Bref historique	6
2. Etat actuel du conflit	7
3. Parties combattantes	8
3.1. Boko Haram	9
3.1.1. Jamaatou Ahl es-Sunna lid-Daawaati wal-Jihad	11
3.1.2. Province d'Afrique de l'ouest de l'Etat islamique (ISWAP)	11
3.2. Forces de sécurité nigérianes	13
3.3. Multinational Joint Task Force (MNJTF)	13
3.4. Groupes d'autodéfense	14
3.4.1. Hunters et vigilantes	14
3.4.2. Yan gora	15
4. Typologie de la violence	16
4.1. Nombre et nature des incidents	16
4.2. Violence basée sur le genre.....	17
4.3. Violence des factions de Boko Haram	18
4.3.1. Spécificités de Jamaatou Ahl es-Sunna lid-Daawaati wal-Jihad	19
4.3.2. Spécificités de la Province d'Afrique de l'ouest de l'Etat islamique (ISWAP)	20
4.4. Violence des forces de sécurité nigérianes.....	20
4.5. Violence des groupes d'autodéfense	22
5. Cibles de la violence	22
5.1. Données	22
5.2. Situation des enfants	26
6. Répartition géographique.....	26
6.1. Selon les données du Nigeria Security Tracker.....	26
6.2. Selon les données de l'ACLED.....	27
6.3. Violence basée sur le genre.....	31
7. Déplacements de population	31
7.1. Déplacements internes	31
7.2. Retour des déplacés.....	35
8. Impact de la violence sur la vie quotidienne	36
8.1. Aide humanitaire	36
8.2. Situation sanitaire.....	37
8.3. Ecoles	37
Résumé	38
Annexes	39
Bibliographie	41

Liste des sigles utilisés

ACAPS	: Assessment Capacities Project
ACCORD	: Austrian Centre for Country of Origin and Asylum Research and Documentation
ACLED	: Armed Conflict Location & Event Data Project
AFP	: Agence France-Presse
AI	: Amnesty International
AQMI	: Al-Qaïda au Maghreb islamique
ATPDH	: Association tchadienne pour la promotion et la défense des droits de l'homme
BBC	: British Broadcasting Corporation
BOYES	: Borno Youth Empowerment Program
CFR	: Council on Foreign Relations
CIVIC	: Center for Civilians in Conflict
CJTF	: Civilian Joint Task Force
CNN	: Cable News Network
EASO	: European Asylum Support Office
EI	: Etat islamique
FIDH	: Fédération internationale pour les droits humains
GICS	: Global Initiative For Civil Stabilisation
HCR	: Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
HRW	: Human Rights Watch
ICG	: International Crisis Group
IFRI	: Institut français des relations internationales
IRIN	: Integrated Regional Information Network
ISPI	: Istituto per gli Studi di Politica Internazionale
ISWAP	: Islamic State's West Africa Province)
JA	: Jeune Afrique
LAM	: Les Afriques dans le monde
LGA	: Local Government Area
LLB	: La Libre Belgique
LTDH	: Ligue tchadienne des droits de l'homme
MNJTF	: Multinational Joint Task Force
OCDE	: Organisation de coopération et de développement économiques
OCHA	: Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
ONG	: Organisation non gouvernementale
ONU	: Organisation des nations unies
OIM	: Organisation internationale pour les migrations
USDOS	: United States Department of State

Introduction

L'objectif de ce COI Focus consiste à dresser un état des lieux de la situation sécuritaire dans le nord-est du Nigeria, en particulier sur la période allant du 28 mars 2018 au 28 octobre 2020, date à laquelle les recherches ont été clôturées. Les Etats principalement concernés sont ceux d'Adamawa, de Borno et de Yobe. Ce COI Focus est une mise à jour du COI Focus du 28 mars 2018 sur la situation sécuritaire liée à Boko Haram.

Il se compose de huit parties. La première partie dresse un bref historique du conflit qui sévit au nord-est du Nigeria, tandis que la seconde partie décrit son état actuel. La troisième partie passe en revue les principales parties combattantes de ce conflit, les divisions internes de Boko Haram, les difficultés rencontrées par les forces de sécurité nigérianes ou étrangères, ainsi que le fonctionnement des groupes d'autodéfense. La quatrième partie décrit les violences commises par ces parties combattantes. Le nombre de victimes de ce conflit ainsi que les cibles de la violence font l'objet de la cinquième partie. La répartition géographique des incidents, les déplacements de population consécutifs à la violence et quelques conséquences sur la vie quotidienne sont expliqués dans les trois dernières parties.

Ce COI Focus utilise des données chiffrées en provenance de l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), une organisation américaine à but non lucratif qui collecte, analyse et cartographie des informations sur les conflits armés. Ces données sont collectées par des chercheurs expérimentés qui font appel à un large éventail de sources d'information et d'organisations locales, régionales et internationales. Pour le Nigeria, il s'agit notamment des sources suivantes : Agence France-Presse (AFP), Blueprint, Business Day (Nigeria), Chris Kehinde Nwandu Nigeria, Concise News, Daily Champion, Daily Independent (Nigeria), Daily Leadership (Nigeria), Daily Post (Nigeria), Daily Trust (Nigeria), Desert Herald, GardaWorld, Guardian (Nigeria), HumAngle, Nigeria Herald, Inside Arewa (Nigeria), Legit, New Telegraph, News Chronicle, Nigeria Herald, Nigeria Punch, Nigerian Eye, Premium Times (Nigeria), Sahara Reporter, Sun (Nigeria), Telegram, This Day (Nigeria) et Vanguard (Nigeria).

La base de données de l'ACLED est accessible publiquement sur le site web de l'organisation. Elle est constamment mise à jour et complétée dès que de nouvelles informations (sur un incident déjà répertorié ou non) sont disponibles¹. Dans ce COI Focus, le Cedoca reprend les chiffres présentés par l'ACLED à la date du 10 octobre 2020. L'inventaire de l'ACLED répertorie le type de violence, les acteurs impliqués, une description des incidents, le lieu des incidents et le nombre de morts². L'ACLED précise que les données collectées reflètent dans une certaine mesure les priorités des médias et des organisations, et qu'en conséquence une sous-estimation de la violence ne peut être exclue³.

Dans son *Codebook*, l'ACLED explique en détail la méthodologie utilisée pour l'enregistrement et la vérification permanente des données⁴. Compte tenu de cette méthodologie, de l'encodage et de l'importation de données, les chiffres fournis par l'ACLED doivent être considérés comme une estimation et comme un indicateur des tendances observées durant une période donnée en matière de violences.

Plusieurs organismes humanitaires tels que le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA) et le

¹ ACLED, *Coding review Process*, 10/04/2019, [url](#)

² ACLED, *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Codebook*, 10/04/2019, [url](#)

³ ACLED, *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED). Guide for Media Users*, 10/04/2019, [url](#)

⁴ ACLED, *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Codebook*, 10/04/2019, [url](#)

consortium d'une trentaine d'organisations non gouvernementales (ONG), Assessment Capacities Project (ACAPS), rendent compte également régulièrement de la situation sur le terrain.

En outre, les presses nigériane et internationale ont été largement consultées, tout comme les travaux de plusieurs chercheurs académiques.

Les conditions de sécurité dans le nord-est font l'objet d'un suivi continu par le Cedoca. Si des changements fondamentaux ou des développements modifiant significativement la situation sur place devaient se produire, le présent COI Focus sera mis à jour le plus rapidement possible.

1. Bref historique

L'insurrection de Boko Haram a créé l'une des plus grandes zones de violence en Afrique⁵. Depuis 2009, cette insurrection a tué des dizaines de milliers de personnes au Nigeria, et en a déplacé plus de deux millions d'autres⁶. Le vrai nom du groupe, créé par le prédicateur Mohamed Yusuf en 2002, est Compagnons du Prophète pour la propagation de l'Islam et la guerre sainte (Jama'atu Ahlis-Sunnah Lidda'awati Wal Jihad)⁷. Il s'oppose à tout ce qui est influencé par l'Occident, dont le droit de vote et l'éducation laïque⁸. Boko Haram dénonce la pauvreté, les inégalités ou la mauvaise gouvernance pour sensibiliser sa base sociale⁹. Le nord-est du Nigeria, dont une carte est disponible à l'annexe 1, est très conservateur et l'idéologie selon laquelle l'occidentalisation est mauvaise y trouve toujours une caisse de résonance¹⁰. Un bref historique de ce groupe est disponible dans le COI Focus daté du 12 avril 2016 sur la situation au nord-est.

L'insurrection de Boko Haram a été doublement meurtrière dans la mesure où les bavures anti-insurrectionnelles et les tactiques musclées du gouvernement nigérian ont apporté la mort et la destruction à de nombreuses communautés qu'il était censé protéger¹¹.

En 2015, au plus fort de son influence et de son contrôle du territoire, Boko Haram a été classé par le Global Terrorism Index comme le groupe terroriste le plus meurtrier au monde, devant l'Etat islamique (EI)¹².

En août 2016, l'EI a reconnu Abou Mosab al-Barnaoui, le fils de 22 ans du fondateur de Boko Haram, Mohamed Yusuf, comme nouveau chef. En conséquence, le groupe s'est scindé en deux factions belligérantes (voir point 3.1.)¹³.

En 2018, les zones de contrôle de Boko Haram étaient très limitées, mais le groupe continuait à commettre des enlèvements, des attentats suicides et des attaques sur des cibles militaires et civiles. L'Etat de Borno était la zone principalement touchée par le conflit¹⁴.

Une recrudescence de la violence fin 2018 et début 2019 a provoqué le déplacement de près de 60.000 personnes et les responsables de l'Organisation des nations unies (ONU) ont fait état d'une sophistication accrue des tactiques du groupe¹⁵.

Entre juin 2011 et juin 2018, le Nigeria Security Tracker, un projet qui documente et cartographie la violence, mené par le think tank américain Council on Foreign Relations, estime que 37.530 personnes ont été tuées dans des incidents impliquant Boko Haram, dont au moins 15.000 civils, 18.000 combattants présumés de Boko Haram et 2.000 acteurs étatiques¹⁶.

La situation sécuritaire dans le nord-est du Nigeria reste instable en raison des attaques incessantes de nombreux groupes armés non étatiques et des opérations anti-insurrectionnelles menées par les forces armées nigérianes¹⁷. Cette crise affecte particulièrement les femmes qui sont défavorisées sur

⁵ The Washington Post (Allen N., Lewis M., Matfess H.), 06/10/2014, [url](#)

⁶ Foreign Policy (Afzal M.), 04/2020, [url](#)

⁷ Pérouse de Montclos M.-A., 12/2014, [url](#)

⁸ AI, 29/01/2015, [url](#)

⁹ Boston University - African Studies Center (Brown B. B.), 22/05/2014, [url](#)

¹⁰ IRIN (Hassan I.), 24/05/2017, [url](#)

¹¹ Campbell J., Page M. T., 2018

¹² CNN (Pisa K., Hume T.), 19/11/2015, [url](#)

¹³ OCDE, CSAO, 2020, [url](#) ; Conseil de sécurité des Nations unies, 06/07/2020, [url](#)

¹⁴ CFR (Campbell J., Harwood A.), 20/08/2018, [url](#)

¹⁵ Nations unies, 05/02/2019, [url](#)

¹⁶ CFR (Campbell J., Harwood A.), 20/08/2018, [url](#)

¹⁷ HCR, 31/03/2020, [url](#)

le plan de l'éducation et des opportunités économiques et qui souffrent d'un des taux les plus élevés au monde de mortalité infantile et maternelle¹⁸.

2. Etat actuel du conflit

Les principales étapes militaires de la progression de Boko Haram, de 2003 à 2020, sont reprises sous forme de carte à l'annexe 2.

En 2013, l'état d'urgence a été déclaré dans les Etats d'Adamawa, Borno et Yobe. Il a expiré en 2015 mais aucune communication officielle n'a confirmé sa levée. Le Secrétaire général des Nations unies note cependant en juillet 2020 que le nombre de points de contrôle des forces de sécurité a considérablement diminué entre janvier 2017 et décembre 2019. En conséquence, les populations de ces trois Etats ont joui d'une plus grande liberté de mouvement¹⁹. Néanmoins, le nombre accru de points de contrôle illégaux des insurgés sur les routes de l'Etat de Borno au cours des mois de juillet, août et septembre 2020, augmente le niveau d'insécurité dans la région, selon l'ACAPS²⁰.

En août 2019, les forces de sécurité nigérianes ont opté pour une nouvelle stratégie, celle des *Super camps*, camps géants, « qui consiste à retirer les bases opérationnelles avancées pour regrouper les contingents dans des camps fortifiés moins nombreux mais plus grands »²¹. De nombreuses zones se sont donc vidées de ces forces étatiques, en dehors des agglomérations urbaines, ce qui a permis à Boko Haram de se mouvoir « presque sans entrave »²².

Marc-Antoine Pérouse de Montclos, spécialiste du Nigeria, professeur à l'Institut français de géopolitique (Université Paris 8), fait l'analyse suivante en juillet 2020 :

« De ce point de vue, les combats contre Boko Haram, évoquent alors le cas assez classique d'une guerre dite asymétrique où, faute de véritables lignes de front, les rebelles tiennent les campagnes pendant que les forces gouvernementales sont retranchées dans des villes d'où elles ne sortent qu'avec de gros convois blindés. A l'exception des chefs-lieux administratifs, les armées de la coalition antiterroriste ne contrôlent ainsi pas les territoires où elles sont déployées et elles ont généralement adopté une position défensive au lieu de passer à l'offensive. Pire, elles ont souvent refusé d'envoyer des renforts à découvert lorsque des informateurs ou les djihadistes eux-mêmes les prévenaient à l'avance des assauts à venir »²³.

Marc-Antoine Pérouse de Montclos constate une résilience des bandes armées. La prédation locale et, dans une moindre mesure, les soutiens internationaux, permettent d'expliquer cette résilience malgré les importantes pertes humaines dans leurs rangs. De plus, les combattants de Boko Haram se sont aguerris avec le temps et les défaillances des Etats riverains du lac Tchad contribuent à exacerber et à prolonger le conflit, « en permettant à de petites bandes armées de tenir dans la durée en dépit de leur criminalisation et de leur dépolitisation »²⁴.

Ainsi, de leur côté,

« [...] les insurgés agissent comme des maquisards ou ce qu'un ancien militaire australien, David Kilcullen, appelle des 'guérilleros par accident', c'est-à-dire des rebelles qui se soulèvent pour résister à l'invasion de leur territoire et non parce qu'ils veulent conquérir le monde. Craignant

¹⁸ Campbell J., Page M. T., 2018

¹⁹ Conseil de sécurité des Nations unies, 06/07/2020, [url](#)

²⁰ ACAPS, 28/09/2020, [url](#)

²¹ Conseil de sécurité des Nations unies, 06/07/2020, [url](#)

²² Conseil de sécurité des Nations unies, 06/07/2020, [url](#) ; IFRI (Pérouse de Montclos M.-A.), 07/2020, [url](#)

²³ IFRI (Pérouse de Montclos M.-A.), 07/2020, [url](#)

²⁴ IFRI (Pérouse de Montclos M.-A.), 07/2020, [url](#)

d'être écrasés par un ennemi plus puissant qu'eux, les combattants de Boko Haram sont ainsi motivés par des griefs locaux sans pour autant avoir l'intention de détruire l'Occident. Poussés dans leur retranchements, certains d'entre eux poursuivent aussi la lutte car ils imaginent ne pas avoir d'autres choix que d'être tué ou de tuer.

Invisibles, les insurgés se cachent dans la population et savent échapper aux forces de sécurité en franchissant des frontières poreuses [...]. Très mobiles, ils mènent souvent leurs attaques en moto et n'ont pas les moyens de tenir des villes, à l'instar de l'État islamique en Irak et en Syrie aujourd'hui. En brousse, leur tactique de harcèlement vise plutôt à couper les sources de ravitaillement des forces de sécurité et à tester les délais de réaction de leurs armées de l'air. Ils mènent de grosses attaques lorsqu'ils sont supérieurs en nombre et qu'ils sont assurés de pouvoir déloger les militaires d'une position affaiblie et dépourvue de couverture aérienne »²⁵.

Le groupe Boko Haram et les forces nigériennes commettent régulièrement des crimes de droit international dans le nord-est du Nigeria, selon Amnesty International (AI), qui ajoute que « presque tous les habitants de la région sont touchés » par ce conflit²⁶.

Le Secrétaire général des Nations unies estime en juillet 2020 que les deux factions de Boko Haram²⁷ continuent « de représenter une grave menace, entraînant une crise humanitaire prolongée et des violations généralisées des droits humains ». Cette situation concerne également les régions des pays limitrophes du nord-est du Nigeria : celle de l'Extrême-Nord (Cameroun), la région de Diffa (Niger) et la province du Lac (Tchad)²⁸.

3. Parties combattantes

Les données du projet Nigeria Watch, une base de donnée consacrée à la violence au Nigeria, indiquent que les principaux protagonistes de la violence mortelle au Nigeria pour l'année 2019 sont responsables, dans l'ensemble, de 11.277 décès. La majorité des victimes ont été tuées dans des incidents liés à la criminalité et le graphique ci-dessous montre que 3.680 décès ont été attribués à des incidents impliquant des gangs armés. L'armée a également été impliquée dans des incidents qui ont causé la mort de 2.978 personnes, dont la majorité étaient des membres présumés des insurgés du nord-est et des bandits du nord-ouest. Les groupes islamiques, principalement Boko Haram et l'Islamic State's West Africa Province (ISWAP), ont été impliqués dans des incidents qui ont entraîné la mort de 2.838 personnes, toujours selon cette base de données. Enfin, des organisations politiques et des groupes sectaires ont été impliqués dans des incidents qui ont tué respectivement 1.905 et 546 personnes²⁹.

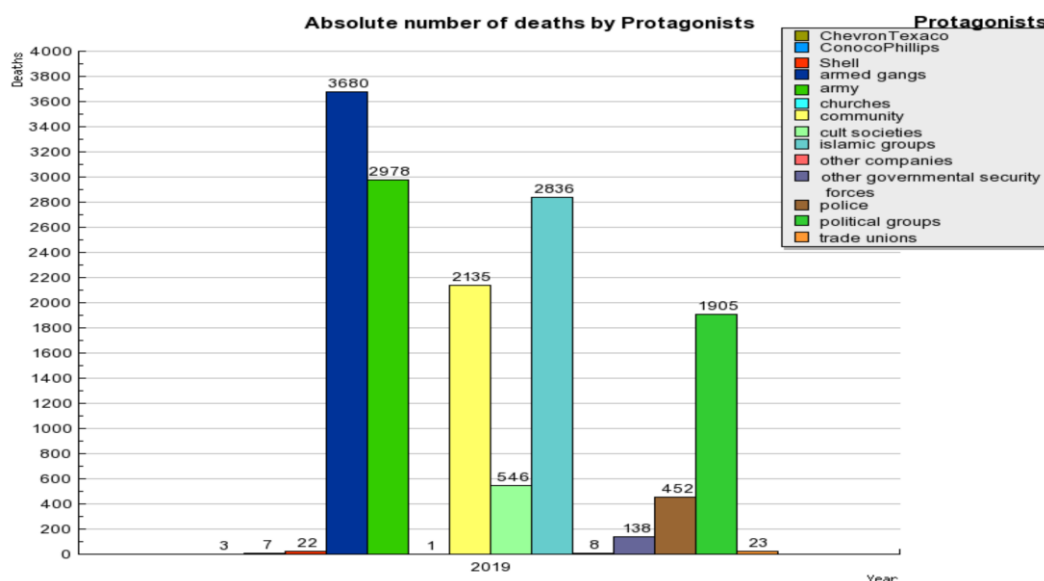
²⁵ IFRI (Pérouse de Montclos M.-A.), 07/2020, [url](#)

²⁶ AI, 27/05/2020, [url](#)

²⁷ Les divisions internes de Boko Haram sont abordées au point 3.1.

²⁸ Conseil de sécurité des Nations unies, 06/07/2020, [url](#)

²⁹ Nigeria Watch, 18/02/2020, [url](#)



Principaux protagonistes de la violence au Nigeria en 2019 selon Nigeria Watch³⁰

3.1. Boko Haram

Abubakar Shekau, chef de Boko Haram, a prêté allégeance à l'EI en mars 2015 et Boko Haram a changé son nom en Province d'Afrique de l'ouest de l'Etat islamique (ISWAP). L'alliance est de courte durée et un an plus tard, l'EI reconnaît Abu Mus'ab al-Barnawi³¹ (qui serait le fils de Mohamed Yusuf) comme le leader de facto du mouvement³². L'EI reproche à Abubakar Shekau ses méthodes brutales, notamment l'utilisation d'enfants pour des attentats-suicides³³.

En réponse, et suite à des luttes de pouvoir intestines et d'un changement d'allégeance, Abubakar Shekau ressuscite Jama'at Alhul Sunnah Lidda'wati wal Jihad, le nom originel de Boko Haram en août 2016. Le groupe est donc scindé en deux factions, l'une dirigée par Abubakar Shekau (Jamaatou Ahl es-Sunna lid-Daawaati wal-Jihad), active dans l'Etat de Borno et le long de la frontière Cameroun-Nigeria, l'autre par al-Barnawi (ISWAP), active dans les îles du lac Tchad et le long de la frontière du Niger avec une présence dans l'Etat de Yobe et dans certaines parties du centre-sud de l'Etat de Borno³⁴.

Ces deux factions sont brièvement décrites ci-dessous. Une troisième faction, appelée Ba Koura, est née en 2019³⁵ mais peu d'information circule à son sujet.

De son côté, Marc-Antoine Pérouse de Montclos (Université Paris 8) réfute l'idée selon laquelle Boko Haram se serait scindé en deux en 2016, entre un groupe resté fidèle à Abubakar Shekau et une dissidence ayant prêté allégeance à l'EI. Selon lui, « la structure de commandement a littéralement explosé en diverses factions menées par des seigneurs de guerre qui passent une bonne partie de leur temps à s'entretuer »³⁶. Toujours selon ce chercheur, « beaucoup d'analyses tablent plutôt sur le lent

³⁰ Nigeria Watch, 18/02/2020, [url](#)

³¹ Son vrai nom est Abu Musab Habeeb bin Muhammad bin Yusuf, surnommé Al-Barnawi (« le Bornouan ») : IFRI (Pérouse de Montclos M.-A.), 07/2020, [url](#)

³² OCDE, CSAO, 2020, [url](#) ; Conseil de sécurité des Nations unies, 06/07/2020, [url](#)

³³ OCP Policy Center (Bassou A., Guennoun I.), 01/2017, [url](#)

³⁴ OCDE, CSAO, 2020, [url](#) ; Conseil de sécurité des Nations unies, 06/07/2020, [url](#)

³⁵ Conseil de sécurité des Nations unies, 06/07/2020, [url](#)

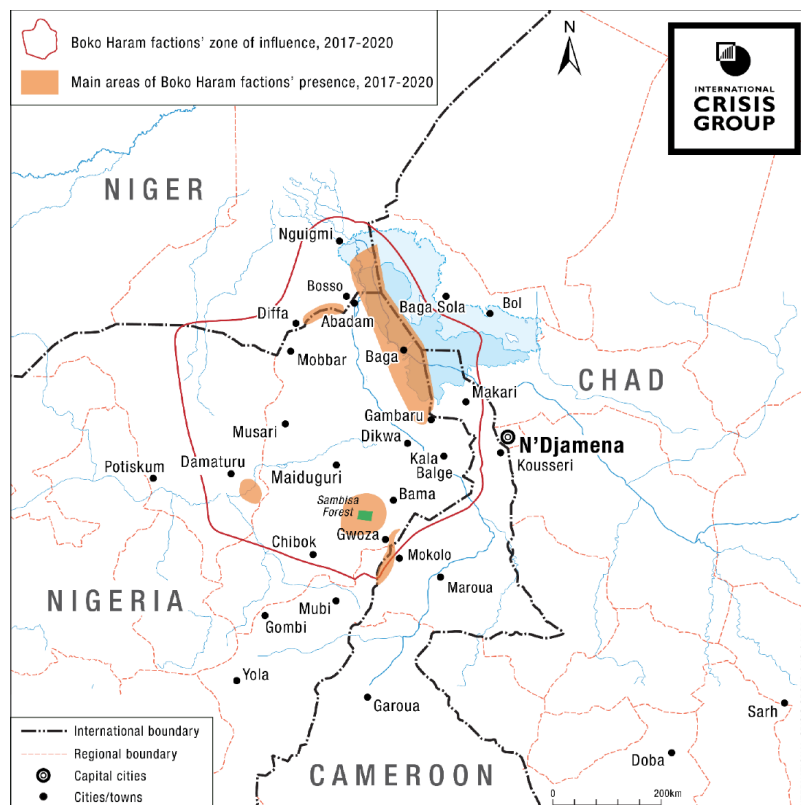
³⁶ IFRI (Pérouse de Montclos M.-A.), 07/2020, [url](#)

pourrissement d'un conflit de basse intensité qui va continuer de gangréner l'ensemble de la région pendant de longues années »³⁷.

Dans un entretien accordé au magazine Jeune Afrique (JA) en février 2019, Vincent Foucher, chercheur en sciences politiques au laboratoire Les Afriques dans le monde (LAM), parle de « zones grises » dans lesquelles les deux factions principales décrites ci-dessus semblent cohabiter³⁸. Quoiqu'il en soit, les observateurs ne peuvent dire exactement dans quelle mesure l'une ou l'autre des factions de Boko Haram gouverne réellement le territoire³⁹.

Les deux branches se sont affrontées à plusieurs reprises⁴⁰ mais, selon un rapport de juillet 2020 de la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH), l'Association tchadienne pour la promotion et la défense des droits de l'homme (ATPDH) et la Ligue tchadienne des droits de l'homme (LTDH), elles semblent avoir conclu un pacte de non-agression⁴¹.

La carte ci-dessous distingue les zones d'influence et de présence de ces factions :



Factions Boko Haram, zones de présence et d'influence durables, selon International Crisis Group (ICG)⁴²

Plusieurs observateurs constatent en 2020 que Boko Haram s'étend vers le nord-ouest du pays, en exploitant des conflits locaux et des lacunes en matière de sécurité étatique⁴³.

³⁷ IFRI (Pérouse de Montclos M.-A.), 07/2020, [url](#)

³⁸ JA (Diallo F.), 12/02/2019, [url](#)

³⁹ CFR (Campbell J.), 23/01/2020, [url](#)

⁴⁰ AFP via LLB, 07/09/2016, [url](#) ; AFP via JA, 23/12/2017, [url](#)

⁴¹ FIDH, LTDH, ATPDH, 07/2020, [url](#)

⁴² ICG, 07/07/2020, [url](#)

⁴³ ISS (Malik S.), 03/08/2020, [url](#) ; ACAPS, 24/07/2020, [url](#) ; ICG, 18/05/2020, [url](#)

Les liens, et particulièrement les connexions opérationnelles, entre Boko Haram et Al-Qaïda sont discutés au sein de la communauté scientifique : l'analyste Jacob Zenn insiste sur l'existence de ces liens⁴⁴ ; d'autres spécialistes et consultants, dont Pérouse de Montclos, les rejettent⁴⁵.

3.1.1. Jamaatou Ahl es-Sunna lid-Daawaati wal-Jihad

De janvier 2017 à décembre 2019, la faction Jamaatou Ahl es-Sunna lid-Daawaati wal-Jihad a été principalement active dans le sud de Borno, selon les Nations unies⁴⁶. A la fin de l'année 2019, le Secrétaire des Nations unies estimait que cette faction était principalement active dans certaines zones de Local government Area (LGA) dans le sud de Borno, où l'accès aux travailleurs humanitaires était autorisé⁴⁷.

Selon un rapport de la FIDH, la LTDH et l'ATPDH publié en juillet 2020, cette faction est basée dans la forêt de Sambissa et dans les monts Mandara. Elle serait composée d'environ 2.000 combattants⁴⁸.

AI estime que la faction dirigée par Abubakar Shekau, en particulier, oblige les parents à leur remettre des garçons et des filles, ou à tuer les personnes qui tentent de s'échapper⁴⁹.

Cette faction serait également sous tension sur le plan de la sécurité alimentaire. En conséquence, elle commet en 2020 de nombreux pillages, plus importants que les années précédentes⁵⁰.

3.1.2. Province d'Afrique de l'ouest de l'Etat islamique (ISWAP)

Abu Mus'ab al-Barnawi a été remplacé en mars 2019 par Abu Abdullah Idris bin Umar. Ce dernier a été tué en février 2020. Depuis lors, c'est un certain Lawan Abubakar qui aurait émergé comme chef⁵¹. Le rapport du Secrétaire des Nations unies publié en juillet 2020 indique qu'un changement de dirigeant à la tête de cette faction en mars 2019 « semble avoir conduit à une approche plus extrême. Au cours de la période considérée [de janvier 2017 à décembre 2019], plusieurs villages et villes du nord de Borno, près du bassin du lac Tchad, ont été envahis et capturés par ce groupe »⁵².

Le 23 février 2020, ce groupe a été inscrit sur la liste du Conseil de sécurité des Nations unies relative aux sanctions contre l'EI et Al-Qaïda⁵³.

Cette faction se distingue de la première « en attaquant principalement les forces de sécurité avec des tactiques sophistiquées et en tentant de gagner le cœur et l'esprit des populations civiles, comblant ainsi un vide dans l'autorité de l'État »⁵⁴. Elle tente par exemple de convaincre les gens de se rendre dans ses zones de contrôle, en faisant valoir que les chances de survie y sont meilleures⁵⁵.

Les organisations FIDH, LTDH, ATPDH affirment en juillet 2020 que cette branche est la plus active dans la région du lac Tchad et que, en 2019, elle contrôlait une partie des zones rurales, les îles du lac et plusieurs localités de la rive nigériane⁵⁶.

⁴⁴ Zenn J., 2012

⁴⁵ Higazi A., et al., 2018, [url](#)

⁴⁶ Conseil de sécurité des Nations unies, 06/07/2020, [url](#)

⁴⁷ Conseil de sécurité des Nations unies, 06/07/2020, [url](#)

⁴⁸ FIDH, LTDH, ATPDH, 07/2020, [url](#)

⁴⁹ AI, 27/05/2020, [url](#)

⁵⁰ AI, 27/05/2020, [url](#)

⁵¹ IFRI (Pérouse de Montclos M.-A.), 07/2020, [url](#)

⁵² Conseil de sécurité des Nations unies, 06/07/2020, [url](#)

⁵³ Conseil de sécurité des Nations unies, 06/07/2020, [url](#)

⁵⁴ Conseil de sécurité des Nations unies, 06/07/2020, [url](#)

⁵⁵ ISPI (Foucher V.), 19/03/2020, [url](#)

⁵⁶ FIDH, LTDH, ATPDH, 07/2020, [url](#)

Par contre, selon Vincent Foucher (LAM) qui s'exprime dans un article rédigé en mars 2020, l'ISWAP exploite ce « proto-state » sur et autour de la plus grande partie de la zone sud-ouest du lac Tchad, fournissant certains soins de santé, régulant les prix et prélevant des taxes. Cette faction maintient également une présence permanente importante dans la forêt d'Alagarno, à la frontière entre les Etats de Borno et de Yobe. Elle est en mesure d'attirer des personnes déplacées à l'intérieur du pays, soit comme main-d'œuvre temporaire, soit comme habitants non militants. De nombreux civils ne soutiennent pas l'ISWAP mais la trouvent fiable et la préfèrent aux conditions de vie dans les camps de personnes déplacées⁵⁷.

Vincent Foucher (LAM) explique que l'ISWAP s'est reconnectée avec la population de la zone du lac Tchad, a établi ce « proto-state » et se focalise sur les cibles militaires. Le groupe a augmenté ses capacités militaires au cours des années, en lançant des attaques sur des bases militaires toujours plus grandes, tout en se montrant résilient face aux répliques des forces nigérianes⁵⁸. En novembre 2018 par exemple, cette faction a saisi la ville et la base militaire nigériane de Baga, sur les rives du lac Tchad. C'était un symbole puissant puisque Baga accueillait le quartier général d'un secteur de la Multinational Joint Task Force (MNJTF) (voir point 3.3.)⁵⁹.

Vincent Foucher estime également que cette branche ne peut « durablement tenir les grandes localités parce qu'ils seront bombardés par les aviations du Nigeria et de ses voisins. Alors quand ils attaquent les bases militaires, ils pillent et évacuent. Comme ils n'ont pas encore de solution face à la menace aérienne, ils font du jihad rural »⁶⁰.

Selon le rapport des organisations FIDH, LTDH et ATPDH de 2020, cette faction tente donc une approche de séduction vis-à-vis des civils :

« Elle n'attaque plus les villages situés sur les îles pour obliger leurs habitants à les suivre. Elle tente désormais de 'gagner les cœurs et les esprits'. Plutôt que de s'accaparer ou d'interdire un secteur d'activité (comme ce fut le cas par le passé), elle les encadre en imposant des taxes souvent inférieures à celles pratiquées par les forces armées ou les autorités locales. Parfois, le groupe armé offre même aux populations des services de base dans les domaines de la santé, de la justice et de l'éducation.

Cette stratégie semble payante. Longtemps effrayées par la réputation de Boko Haram, les populations qui vivent dans la zone du lac côté nigérian semblent penser qu'il est possible, aujourd'hui, de vivre dans des territoires contrôlés par le groupe armé. De nombreux déplacés affirment même plus souvent craindre les exactions de l'armée nigériane que les violences des insurgés »⁶¹.

A la fin de l'année 2019, le Secrétaire des Nations unies considérait que « certaines régions du nord de l'État de Borno étaient le théâtre d'opérations de cette faction mais restaient toujours accessibles aux travailleurs humanitaires. D'autres zones de gouvernement local, également sous l'influence de ce groupe, étaient totalement inaccessibles »⁶².

Selon Marc-Antoine Pérouse de Montclos (Université Paris 8), cette faction est « en proie à d'inextricables luttes fratricides »⁶³.

⁵⁷ ISPI (Foucher V.), 19/03/2020, [url](#)

⁵⁸ ISPI (Foucher V.), 19/03/2020, [url](#)

⁵⁹ BBC, 28/12/2018, [url](#)

⁶⁰ JA (Diallo F.), 12/02/2019, [url](#)

⁶¹ FIDH, LTDH, ATPDH, 07/2020, [url](#)

⁶² Conseil de sécurité des Nations unies, 06/07/2020, [url](#)

⁶³ IFRI (Pérouse de Montclos M.-A.), 07/2020, [url](#)

3.2. Forces de sécurité nigérianes

Fulan Nasrullah, un ancien sympathisant de Boko Haram devenu consultant, avoue trouver plus difficile d'estimer le nombre de militaires nigériens impliqués dans le conflit que le nombre d'insurgés. La culture du secret-défense, les désertions, les abandons de poste ou les « soldats-fantômes » qui n'existent que sur le papier afin de capter des soldes compliquent en effet cette estimation⁶⁴.

Marc-Antoine Pérouse de Montclos (Université Paris 8) décrit également les forces de sécurité comme corrompues et souvent discréditées. Là où se déroulent les combats, c'est-à-dire en milieu rural, « elles ne protègent guère la population ». De nombreuses rafles et arrestations arbitraires visent à remplir des quotas et des témoins précieux dans la lutte n'ont pas été protégés. Ces forces de sécurité ont donc perdu « la bataille des cœurs et des esprits dans les zones de conflit »⁶⁵.

Une commission spéciale a été mise en place en mars 2017 afin d'enquêter sur les abus de l'armée nigérienne. Toutefois, le rapport de cette commission n'a jamais été publié et les militaires concernés ont été blanchis des accusations de violations des droits humains⁶⁶. Un soldat a été condamné pour le viol d'une adolescente de quatorze ans déplacée mais les Nations unies notent que, d'une manière générale, « les violences sexuelles commises en période de conflit n'ont pas engagé de responsabilités »⁶⁷.

3.3. Multinational Joint Task Force (MNJTF)

Les pays du bassin du lac Tchad (Cameroun, Tchad, Niger et Nigeria), plus le Bénin, ont fait des efforts pour coordonner leur action contre les militants de Boko Haram par le biais d'une force opérationnelle multinationale conjointe (MNJTF). Ensemble, ils ont engagé un peu plus de 8.000 hommes⁶⁸.

ICG a consacré un rapport à la MNJTF en juillet 2020. Il en ressort que des opérations conjointes, impliquant principalement des troupes tchadiennes déployées dans les autres pays concernés (Cameroun, Niger et Nigeria) ont permis d'endiguer la propagation de Boko Haram en 2015 et 2016 et de comprimer le groupe, ce qui a entraîné sa scission en au moins trois factions. De courtes offensives de la MNJTF en 2017 et 2018, ainsi qu'une opération plus soutenue en 2019, ont également permis de reprendre des gains de Boko Haram, de libérer les civils capturés par le groupe ou piégés dans les zones sous son contrôle et de faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire⁶⁹.

Toutefois, les avancées de la MNJTF contre Boko Haram et ses ramifications ont été pour la plupart de courte durée. Les factions djihadistes ont constamment résisté aux offensives. Leur résilience est due en partie à leur capacité à s'échapper vers d'autres zones et en partie à l'incapacité des Etats eux-mêmes, en particulier le Nigeria, à reconstruire et améliorer les conditions des habitants des zones reconquises après les opérations militaires⁷⁰.

Marc-Antoine Pérouse de Montclos (Université Paris 8) évoque également les contraintes structurelles de cette force multinationale mixte : l'absence notoire de coordination, la faiblesse de sa chaîne de commandement, l'étirement des lignes de communication, le manque de formation professionnelle, la culture de l'impunité, l'éloignement des centres de commandement, la méconnaissance du terrain, les problèmes de logistique du fait de la corruption et des détournements de fonds⁷¹.

⁶⁴ GICS (Nasrullah F.), 23/04/2019, [url](#)

⁶⁵ IFRI (Pérouse de Montclos M.-A.), 07/2020, [url](#)

⁶⁶ Le Monde (Pérouse de Montclos M.-A.), 22/04/2020, [url](#)

⁶⁷ Conseil de sécurité des Nations unies, 06/07/2020, [url](#)

⁶⁸ ICG, 07/07/2020, [url](#)

⁶⁹ ICG, 07/07/2020, [url](#)

⁷⁰ ICG, 07/07/2020, [url](#)

⁷¹ IFRI (Pérouse de Montclos M.-A.), 07/2020, [url](#)

3.4. Groupes d'autodéfense

La capacité limitée du gouvernement à faire face aux violations de la sécurité par Boko Haram a provoqué l'émergence de groupes d'autodéfense ou de surveillance de quartier, présentés comme des alternatives à la sécurité assurée par l'Etat. Ils sont devenus une partie intégrante de l'architecture de sécurité des communautés de la région du nord-est, particulièrement dans l'Etat de Borno⁷².

Le tableau ci-dessous reprend leurs dénominations en plusieurs langues locales :

Hausa	English	Kanuri	Shuwa
kungiyar maharba	hunters	karwina	altarmana
yan banga	vigilante	banga'a	altarmana
—	Shuwa vigilante	—	kesh kesh
yan gora	Civilian Joint Task Force	tadaaka am ka'a	siyadal asa

Groupes d'autodéfense actifs dans le nord-est du Nigeria⁷³

3.4.1. Hunters et vigilantes

Le phénomène des groupes d'autodéfense est préexistant au conflit en cours dans l'Etat de Borno. Ainsi, les *kungiyar marhaba*, ou *hunters* en anglais, sont présents depuis plusieurs générations dans certaines communautés. Ces milices étaient les gardes locaux d'un roi, d'un émir ou d'un quelconque chef de la région. Elles étaient notamment chargées de la sécurité du village mais, avant tout, les membres chassaient pour ramener de la viande au roi ou à l'émir. Avec l'apparition de l'insurrection de Boko Haram, leur fonction de chasseur s'est estompée en faveur d'une mission de protection. Les membres de ces milices prêtent serment lors d'une cérémonie initiatique. Au travers de cette promesse, ils prennent connaissance des punitions en cas d'infraction. Ils sont appréciés de la population locale⁷⁴.

Les *yan banga* (*vigilantes* et *shuwa vigilantes*) regroupent des milices locales de l'Etat de Borno qui ont joué un grand rôle en défendant les communautés contre les attaques des groupes armés. Ces milices sont très similaires aux premières si ce n'est qu'elles sont constituées uniquement pour la défense des communautés. Dans certaines zones, particulièrement rurales, leurs membres sont parfois issus des *kungiyar marhaba*. Elles ont souvent été créées au début du conflit en 2009 dans des zones où il n'y avait pas de *hunters*⁷⁵.

Ces deux milices n'ont pas suivi d'entraînement militaire et l'on ne recense que de rares cas de violations des droits de l'homme de leur part⁷⁶.

Dans certaines villes comme Biu, les deux milices exercent de concert⁷⁷.

⁷² Cleen Foundation (Onuoha F. C., Kwaja C. A. M.), 2018, [url](#)

⁷³ CIVIC, 04/2020, [url](#)

⁷⁴ CIVIC, 04/2020, [url](#)

⁷⁵ CIVIC, 04/2020, [url](#)

⁷⁶ CIVIC, 04/2020, [url](#)

⁷⁷ CIVIC, 04/2020, [url](#)

3.4.2. Yan gora

La troisième milice communautaire agissant dans l'Etat de Borno est la Civil Joint Task Force (CJTF), ou les *yan gora*, une coalition d'anciennes milices locales⁷⁸. Elle compte environ 26.000 membres selon le Center for Civilians in Conflict (CIVIC)⁷⁹ ou 31.000 membres selon la chercheuse américaine Vanda Felbab-Brown⁸⁰.

C'est en 2013, au plus fort du conflit à Maiduguri, que sont apparus les *yan gora*. A ce moment, les militaires soupçonnaient tous les déplacés et habitants d'être des partisans de Boko Haram et ils arrêtaient les gens en masse, s'adonnant à de nombreuses exactions. Par ailleurs, la population ne voulait pas dénoncer les sympathisants de Boko Haram de peur de représailles. En conséquence, les *yan gora* ont quadrillé la ville pour les dénicher et les pousser à quitter la ville. Ce succès a encouragé les militaires et les *yan gora* à reproduire ce modèle dans d'autres LGA⁸¹.

Leur objectif commun est d'assurer la sécurité des populations locales. Les sous-groupes de cette force ont une taille, une structure et des sous-ensembles qui varient considérablement⁸². Cette force civile mixte est toujours basée à Maiduguri (capitale de Borno⁸³) et continue de se battre aux côtés des forces de sécurité nigériennes. Le Secrétaire général des Nations unies affirme que cette force est présente dans les 27 LGA de l'Etat de Borno, « sauf dans trois zones du sud de Borno où la présence de Boko Haram est limitée »⁸⁴.

Même si elle n'a pas de reconnaissance légale, la CJTF est formellement sous le commandement de l'armée⁸⁵.

Deux unités ont été créées :

- Le Borno Youth Empowerment Program (BOYES). Créé par le précédent gouverneur de Borno, ce groupe de la CJTF compte entre 1.850 et 2.000 membres. Ceux-ci ont été formés et armés par l'armée et sont rémunérés. Ils sont essentiellement présents à Maiduguri mais ont un rôle limité.
- Le Neighborhood Watch, également créé par l'ancien gouverneur en 2017, compte environ 2.900 hommes en poste dans 29 LGA. Ils sont également rémunérés⁸⁶.

Ces deux unités constituent une certaine élite, principalement du fait que leurs membres sont officiellement payés, contrairement aux autres qui n'ont aucune rétribution officielle. Cette différence provoque une envie, voire une rancœur des membres qui ne sont pas repris dans l'une de ces deux unités⁸⁷.

Le gouvernement de Borno a décidé d'augmenter le recrutement de membres de groupes d'autodéfense, au lieu de les démobiliser comme cela avait été envisagé auparavant. Cette décision fait apparemment partie d'un plan à plus long terme visant à préparer les conditions de sécurité pour le redéploiement des millions de personnes déplacées dans leurs communautés⁸⁸.

⁷⁸ FIDH, 10/02/2015, [url](#)

⁷⁹ CIVIC, 04/2020, [url](#)

⁸⁰ Felbab-Brown V., 14/04/2020, [url](#)

⁸¹ CIVIC, 04/2020, [url](#)

⁸² Conseil de sécurité des Nations unies, 10/04/2017, [url](#)

⁸³ Maiduguri dispose d'un aéroport international qui reste ouvert, et la ville reste le quartier général de l'armée nigérienne opérant contre Boko Haram : CFR (Campbell J.), 23/01/2020, [url](#)

⁸⁴ Conseil de sécurité des Nations unies, 06/07/2020, [url](#)

⁸⁵ Felbab-Brown V., 14/04/2020, [url](#)

⁸⁶ Felbab-Brown V., 14/04/2020, [url](#)

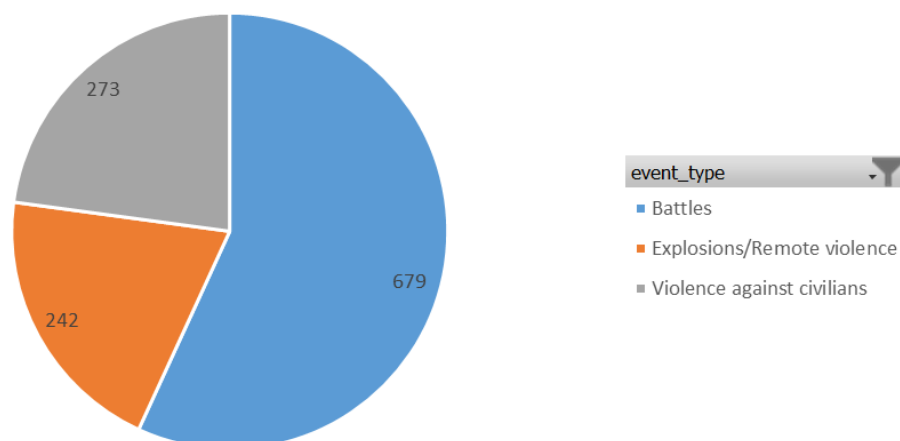
⁸⁷ Felbab-Brown V., 14/04/2020, [url](#)

⁸⁸ ISPI (Foucher V.), 19/03/2020, [url](#)

4. Typologie de la violence

4.1. Nombre et nature des incidents

Pour la période du 28 mars 2018 au 10 octobre 2020, l'ACLED a recensé, dans les trois Etats concernés, 1.194 incidents. Sur ce nombre, l'ACLED classe 679 incidents comme *battles*, 242 incidents comme *explosions/remote violence* et 273 comme *violence against civilians*. Autrement dit, les *battles* représentent plus de la moitié des incidents recensés⁸⁹.



Répartition des trois types d'incidents entre le 28 mars 2018 et le 10 octobre 2020, selon l'ACLED⁹⁰

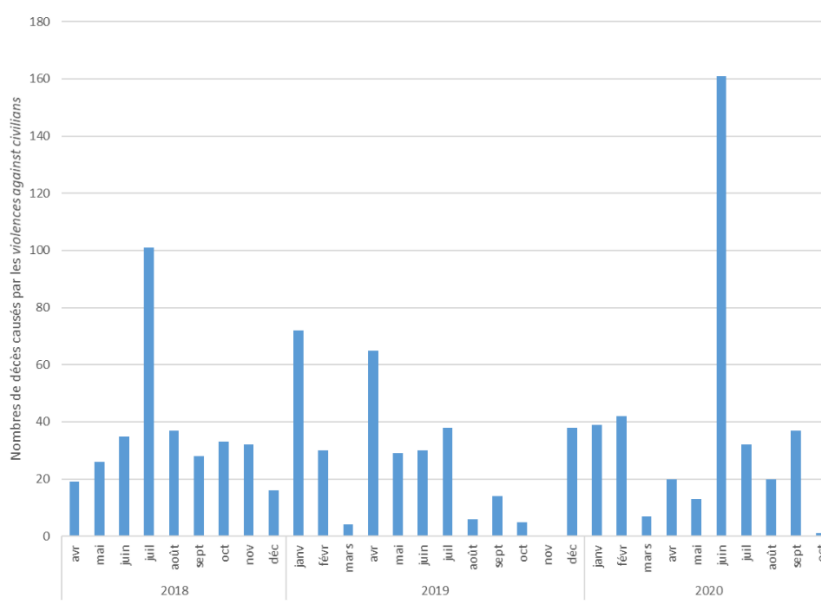
Les autres types d'incidents recensés par l'ACLED, à savoir les catégories *riots*, *protests* et *strategic developments*, ne sont pas repris dans ce chapitre. La liste complète des catégories et sous-catégories des incidents, ainsi que leur définition, peut être trouvée dans une note du Cedoca sur la méthodologie de l'ACLED⁹¹.

Durant cette même période et dans les mêmes Etats, la somme des décès causés par les *violences against civilians* se répartit de la manière suivante au cours du temps :

⁸⁹ ACLED, 15/10/2020, [url](#)

⁹⁰ ACLED, 15/10/2020, [url](#)

⁹¹ CGRA - Cedoca, 21/05/2019, [url](#)



Evolution du nombre de décès causés par les *violences against civilians* dans les Etats d'Adamawa, Borno et Yobe, selon l'ACLED⁹²

A titre illustratif, selon les statistiques du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) pour le mois d'août 2020, 69 incidents majeurs ont été enregistrés. Les incidents les plus importants ont été les enlèvements (25 %), les attaques par les groupes armés non étatiques (22 %), la destruction de biens (13 %) et les violences sexuelles et sexistes (19 %). Les autres incidents ont été les agressions physiques (6 %), les inondations (9 %), les pillages (3 %), le travail forcé, les arrestations arbitraires, les affrontements ethniques et le recrutement d'enfants (1 % chacun)⁹³.

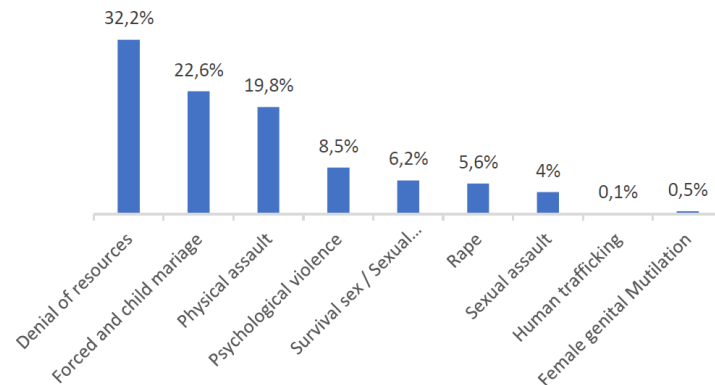
4.2. Violence basée sur le genre

Durant l'année 2019 et dans les trois Etats principalement concernées par ce COI Focus, le HCR a dénombré 1.666 incidents de violence sexuelle et basée sur le genre. Les victimes de ces violences sont dans l'immense majorité de sexe féminin (98 %) et 35 % sont des mineurs. Le rapport du HCR ne fait pas de distinction claire concernant les acteurs de ces violences⁹⁴. Voici les types de violence sexuelle et basée sur le genre rapportés par le HCR :

⁹² ACLED, 15/10/2020, [url](#)

⁹³ HCR, 08/2020, [url](#)

⁹⁴ HCR, 31/03/2020, [url](#)



Types de violence sexuelle et basée sur le genre de janvier à décembre 2019⁹⁵

Une évaluation menée par l'OCHA a mis en évidence la corrélation complexe entre le mariage précoce et l'accès aux services de base. Elle a montré qu'entre 1 et 38 % des ménages de 59 LGA dans les trois Etats concernés ont déclaré avoir donné en mariage un membre du ménage âgé de moins de 18 ans pour faire face au manque d'accès aux biens et services de base, ainsi qu'aux préoccupations en matière de sûreté et de sécurité⁹⁶.

Enfin, les femmes et filles qui se sont échappées de Boko Haram ou que les services de sécurité ou les groupes d'autodéfense ont secourues ont été ostracisées par leur communauté et ont eu des difficultés à obtenir un traitement et des soins médicaux et psychosociaux appropriés⁹⁷. Les filles et les enfants nés d'un viol commis par un membre de Boko Haram sont soupçonnés de sympathiser avec le groupe⁹⁸.

4.3. Violence des factions de Boko Haram

Selon le dernier rapport sur les droits de l'homme au Nigeria publié par le département d'Etat américain en février 2020, Jamaatou Ahl es-Sunna lid-Daawaati wal-Jihad et l'ISWAP ont attaqué des centres de population et le personnel de sécurité dans l'Etat de Borno. Jamaatou Ahl es-Sunna lid-Daawaati wal-Jihad a également mené des attaques limitées dans l'Etat d'Adamawa, tandis que l'ISWAP a attaqué des cibles dans l'Etat de Yobe. Ces groupes ont visé toute personne perçue comme étant en désaccord avec les croyances politiques ou religieuses des groupes ou interférant avec leur accès aux ressources. Bien que Jamaatou Ahl es-Sunna lid-Daawaati wal-Jihad ne contrôle plus autant de territoire qu'auparavant, les deux factions ont néanmoins conservé la capacité de réaliser des démonstrations de force dans les zones rurales et de lancer des attaques contre des cibles civiles et militaires dans tout le nord-est. Les deux groupes ont également mené des attaques peu fréquentes au moyen d'engins explosifs improvisés en bord de route⁹⁹.

Boko Haram enlève et exécute sommairement des travailleurs humanitaires, ce qui entraîne la suspensions temporaire des activités humanitaires¹⁰⁰.

Par ailleurs, le dernier rapport du Secrétaire général des Nations unies sur le sort des enfants en temps de conflit armé au Nigeria, publié en juillet 2020, indique que les enlèvements d'enfants sont en grande

⁹⁵ HCR, 31/03/2020, [url](#)

⁹⁶ OCHA, 14/02/2020, [url](#)

⁹⁷ USDOS, 02/2020, [url](#)

⁹⁸ Conseil de sécurité des Nations unies, 06/07/2020, [url](#)

⁹⁹ USDOS, 02/2020, [url](#)

¹⁰⁰ Conseil de sécurité des Nations unies, 06/07/2020, [url](#)

majorité le fait de Boko Haram, qui cible spécifiquement les filles (dans une optique de violence sexuelle ou d'attentats-suicides)¹⁰¹.

Des enfants de moins de 18 ans ont participé aux attaques de Boko Haram. Le groupe a payé, enrôlé de force ou contraint de toute autre manière des jeunes garçons et des jeunes filles à servir dans ses rangs et à perpétrer des attaques et des raids, à poser des engins explosifs improvisés, à servir d'espions et à effectuer des attentats-suicides, souvent sous l'influence de la drogue. Le groupe a également utilisé les filles enlevées comme esclaves sexuelles¹⁰².

Ce recrutement d'enfants se fait dans les trois Etats concernés, surtout via des enlèvements¹⁰³. L'équipe spéciale des Nations unies a comptabilisé les cas de recrutement et d'utilisation d'enfants selon la répartition suivante : 1.051 cas en 2017, 301 cas en 2018 et 33 cas en 2019¹⁰⁴.

4.3.1. Spécificités de Jamaatou Ahl es-Sunna lid-Daawaati wal-Jihad

Selon le département d'Etat américain, la faction de Jamaatou Ahl es-Sunna lid-Daawaati wal-Jihad a procédé à des enlèvements massifs d'hommes, de femmes et d'enfants, souvent en conjonction avec des attaques contre les communautés. Le groupe a forcé des hommes, des femmes et des enfants à participer à des opérations militaires en son nom. Les personnes enlevées par Boko Haram ont été soumises à des abus physiques et psychologiques, au travail forcé et à des conversions religieuses forcées. Les femmes et les filles ont été soumises à des mariages forcés et à des abus sexuels, y compris le viol et l'esclavage sexuel. La plupart des femmes qui ont les auteurs d'attentats à la bombe artisanale ont été contraintes sous une forme ou une autre et ont souvent été droguées. Cette faction a également utilisé des femmes et des jeunes filles pour attirer les forces de sécurité dans des embuscades, forcer le paiement de rançons et favoriser les échanges de prisonniers¹⁰⁵.

Bien que certaines ONG aient estimé à plus de 2.000 le nombre de personnes enlevées par cette faction, le nombre total de disparus est inconnu car les enlèvements se poursuivent, les villes changent de mains à plusieurs reprises et de nombreuses familles sont toujours en fuite ou dispersées dans des camps de personnes déplacées. De nombreuses personnes retenues en captivité suite à leur enlèvement par cette faction ont réussi à s'en échapper, mais le nombre précis reste inconnu¹⁰⁶.

Par ailleurs, Jamaatou Ahl es-Sunna lid-Daawaati wal-Jihad a continué de mener des attaques aveugles à l'aide d'engins explosifs improvisés visant les populations civiles locales. Les femmes et les enfants ont été contraints d'exécuter un grand nombre de ces attaques. Par exemple, en juin 2019, des terroristes ont fait exploser à distance des explosifs attachés à deux filles et un garçon sur un marché de Konduga, au sud-est de Maiduguri, dans l'Etat de Borno, tuant 30 personnes et en blessant 40. Cette faction a également tué des dizaines de civils soupçonnés de coopérer avec le gouvernement¹⁰⁷.

En juillet 2019, Jamaatou Ahl es-Sunna lid-Daawaati wal-Jihad a kidnappé un groupe de femmes et leur a coupé les oreilles en représailles à une coopération supposée avec les services militaires et de sécurité nigériens et camerounais¹⁰⁸.

Ce groupe n'autorise pas la liberté de circulation des personnes dans les zones qu'il contrôle. Ceux qui résident sous son occupation ne peuvent pas en sortir librement et sont *de facto* emprisonnés. Pourtant, de nombreux autres Nigériens, y compris des personnes déplacées, considèrent les habitants

¹⁰¹ Conseil de sécurité des Nations unies, 06/07/2020, [url](#)

¹⁰² USDOS, 02/2020, [url](#) ; Conseil de sécurité des Nations unies, 06/07/2020, [url](#)

¹⁰³ Conseil de sécurité des Nations unies, 06/07/2020, [url](#)

¹⁰⁴ Conseil de sécurité des Nations unies, 06/07/2020, [url](#)

¹⁰⁵ USDOS, 02/2020, [url](#)

¹⁰⁶ USDOS, 02/2020, [url](#)

¹⁰⁷ USDOS, 02/2020, [url](#)

¹⁰⁸ USDOS, 02/2020, [url](#)

qui vivaient sous Boko Haram comme de mauvais sympathisants et collaborateurs. Ce point de vue persiste malgré le fait que la fuite de ces zones de Boko Haram pose d'énormes risques pour la sécurité : le groupe punit, y compris par la mort, les individus qui, selon la rumeur ou les allégations, envisagent simplement de s'échapper¹⁰⁹.

4.3.2. Spécificités de la Province d'Afrique de l'ouest de l'Etat islamique (ISWAP)

L'ISWAP semble, selon Vincent Foucher, avoir essayé d'adapter son *modus operandi* offensif, en visant les *super camps* avec des attaques au mortier, des engins explosifs embarqués sur des véhicules et des raids, tout en ciblant les convois avec des embuscades et des engins explosifs improvisés. Cette faction tire le meilleur parti de sa plus grande liberté de mouvement. Elle a réduit son empreinte sur le nord et l'est du lac Tchad pour se concentrer sur la partie sud-ouest du lac et intensifier ses efforts dans l'est de Yobe et dans le sud de Borno, à la recherche de cibles militaires plus faibles. Elle a utilisé des barrages routiers, capturé des militaires, des travailleurs d'ONG, des policiers et des chrétiens en déplacement, et tente d'obtenir des rançons ou d'organiser des exécutions (marque de fabrique de l'EI)¹¹⁰.

Le département d'Etat américain constate également que cette faction a maintenu sa capacité à mener des attaques complexes et efficaces contre des positions militaires¹¹¹. Elle a moins souvent ciblé les civils que l'autre faction par des attaques ou des enlèvements, mais a eu recours à des actes de violence et d'intimidation contre les civils afin d'étendre sa zone d'influence et de prendre le contrôle de ressources économiques essentielles. Dans le cadre d'une campagne violente, cette faction a également visé des personnalités gouvernementales, des chefs traditionnels et des entrepreneurs. Dans de nombreux cas, elle a publié des « lettres de nuit » ou a averti les civils de quitter des zones spécifiques et a ensuite touché les civils qui n'ont pas pu partir¹¹².

Enfin, dans les périphéries du lac Tchad, en dehors de la zone de contrôle direct de l'ISWAP, Vincent Foucher (LAM) constate une augmentation du banditisme, des enlèvements contre rançon et de quelques attaques violentes à petite échelle contre des civils. Cette violence prédatrice peut en partie être due aux membres de l'ISWAP qui opèrent avec ou sans l'approbation du commandement central¹¹³.

4.4. Violence des forces de sécurité nigérianes

Les Nations unies ont continué de recevoir des allégations de violations des droits humains perpétrées par les forces de sécurité nigérianes¹¹⁴.

Marc-Antoine Pérouse de Montclos (Université Paris 8) estime que les décideurs politiques, les médias et certains chercheurs sont beaucoup moins prolixes sur les exactions commises par les forces gouvernementales par rapport à celles commises par les insurgés. Pourtant, afin d'éviter des embuscades, l'armée nigériane a pris l'habitude de « tirer dans le tas », tant dans les villes qu'en milieu rural¹¹⁵.

Ainsi, à l'occasion d'opérations contre les insurgés dans le nord-est, les forces militaires auraient procédé à des exécutions extrajudiciaires de membres présumés de ces groupes. Les forces de sécurité

¹⁰⁹ Felbab-Brown V., 14/04/2020, [url](#)

¹¹⁰ ISPI (Foucher V.), 19/03/2020, [url](#)

¹¹¹ USDOS, 02/2020, [url](#)

¹¹² USDOS, 02/2020, [url](#)

¹¹³ ISPI (Foucher V.), 19/03/2020, [url](#)

¹¹⁴ Conseil de sécurité des Nations unies, 24/06/2020, [url](#)

¹¹⁵ IFRI (Pérouse de Montclos M.-A.), 07/2020, [url](#)

ont également arrêté arbitrairement des hommes et des garçons considérés comme étant en âge de se battre, et ce pour collaboration présumée avec les insurgés ou pour soutien général ou matériel de ceux-ci. Ils détiennent ces prisonniers dans de mauvaises conditions qui les mettent en danger de mort¹¹⁶.

Selon la presse et les rapports des ONG, dont les observations sont reprises par le département d'Etat américain, le gouvernement a continué d'arrêter et de détenir pendant de longues périodes des femmes et des enfants sauvés de Boko Haram ou prétendument associés à ceux-ci. Il s'agissait notamment de femmes et de jeunes filles qui avaient été mariées de force ou asservies sexuellement par les insurgés. Le gouvernement les aurait détenues pour les soumettre à un contrôle et pour leur valeur de renseignement. En avril 2019, AI a signalé que les autorités avaient détenu des enfants repris à Boko Haram, y compris d'anciens enfants soldats, avec des adultes dans la prison de sécurité maximale de Maiduguri. De nombreux rapports ont fait état de l'exploitation sexuelle de ces enfants par des détenus adultes. En septembre 2019, Human Rights Watch (HRW) a signalé que des enfants détenus pour association présumée avec Boko Haram étaient détenus dans de mauvaises conditions à la caserne Giwa¹¹⁷.

Les conditions de détention dans cette caserne se seraient toutefois légèrement améliorées au cours de l'année, selon des informations recueillies par le département d'Etat américain, car les militaires ont périodiquement libéré des groupes de femmes et d'enfants ainsi que, moins fréquemment, des hommes, de l'établissement vers des centres de réhabilitation gérés par l'Etat ; cependant, certains décès en détention ont encore eu lieu¹¹⁸.

AI dénonce en mai 2020 les contrôles par les forces nigérianes des personnes qui fuient les zones tenues par Boko Haram :

« Lorsque des mineurs fuient les zones tenues par Boko Haram, ils sont, comme toute autre personne, 'contrôlés' par l'armée nigériane et la Force d'intervention civile conjointe, souvent dans des centres de détention informels situés en première ligne, tels que la prison de Bama et les casernes de Monguno et de Damboa. Au fil des années, l'armée a commencé à faire preuve d'un peu plus de discernement, détenant moins fréquemment de jeunes enfants, des personnes âgées et des femmes arrivant avec leur mari. Néanmoins, lors des interrogatoires de 'contrôle', les militaires et les membres de la Force d'intervention civile conjointe infligent à de nombreux garçons et jeunes hommes – et même parfois à des 'épouses' présumées de combattants de Boko Haram – des coups et d'autres formes de torture physique afin de les contraindre à 'avouer' leur appartenance à ce groupe armé. Plusieurs hommes et garçons interrogés par Amnesty International ont déclaré avoir 'avoué' pour faire cesser la torture, alors qu'ils n'étaient pas membres de Boko Haram et n'avaient jamais commis aucune infraction ; ils vivaient simplement dans un village aux mains de ce groupe armé, rien de plus »¹¹⁹.

Ensuite, ces membres et sympathisants présumés sont transférés vers des centres de détention militaires de plus longue durée. De très nombreux actes de torture et de mauvais traitements – constitutifs de crimes de guerre et peut-être même de crimes contre l'humanité – sont commis par les forces nigérianes, toujours selon AI¹²⁰.

Enfin, en ce qui concerne des recrutements d'enfants par les forces nigérianes, treize enfants ont été utilisés en 2019 pour « des tâches subalternes aux postes de contrôle militaires »¹²¹.

¹¹⁶ USDOS, 02/2020, [url](#)

¹¹⁷ USDOS, 02/2020, [url](#) ; Conseil de sécurité des Nations unies, 06/07/2020, [url](#)

¹¹⁸ USDOS, 02/2020, [url](#)

¹¹⁹ AI, 27/05/2020, [url](#)

¹²⁰ AI, 27/05/2020, [url](#)

¹²¹ Conseil de sécurité des Nations unies, 06/07/2020, [url](#)

4.5. Violence des groupes d'autodéfense

Le Secrétaire général des Nations unies note dans un rapport sur le sort des enfants en temps de conflit qu'un grand nombre d'enfants sont recrutés et utilisés par la CJTF¹²². Toutefois, depuis la signature du plan d'action en septembre 2017, aucun nouveau recrutement et aucune nouvelle utilisation d'enfant par la CJTF n'a été vérifiée par les Nations unies¹²³, ce qui est confirmé par des organisations internationales crédibles consultées par le département d'Etat américain¹²⁴. Certains enfants sont toujours membres de la CJTF mais ils sont employés à d'autres tâches que combattantes¹²⁵.

La population civile pointe particulièrement le comportement de certains membres de la CJTF lorsqu'ils accompagnent les militaires dans leurs opérations. Des groupes de la CJTF sont parfois impliqués directement ou indirectement dans des exactions contre les civils (menaces, pressions pour dénoncer des sympathisants de Boko Haram, etc.). Aussi, les militaires et la CJTF poussent les communautés n'ayant pas de groupe CJTF à en créer un. Certaines communautés sont réticentes, de peur de représailles des insurgés. En conséquence, elles sont parfois ciblées par des agressions physiques¹²⁶.

De nombreux témoignages auprès du CIVIC rapportent également des brutalités lors de distribution de nourriture ou à l'encontre de responsables d'infractions mineures (comme par exemple un tricycle mal parké)¹²⁷. Une majorité des civils interrogés par le CIVIC rapportent par exemple que des membres de la CJTF détournent l'aide humanitaire, volent les civils et pratiquent l'extorsion. Ainsi, certains exigeraient un « pourboire » des associations d'aide pour qu'ils puissent distribuer la nourriture. D'autres volent des cartes de distribution de nourriture aux déplacés pour les revendre par la suite¹²⁸.

Par ailleurs, de nombreux cas de violence et de harcèlement à caractère sexuel sont mis au compte des CJTF par des femmes et des activistes féminines. En 2018, un groupe de CJTF a par exemple enlevé des femmes et des jeunes filles après avoir repris une zone à un groupe armé. Parfois, les femmes et les jeunes filles les plus vulnérables ne peuvent recevoir de nourriture que contre un rapport sexuel. D'autres doivent se déshabiller complètement afin de « vérifier » qu'elles ne portent pas d'arme¹²⁹.

Aucun cas de violence similaire ne concerne cependant les Hunters et les vigilantes¹³⁰.

5. Cibles de la violence

5.1. Données

Pour la période du 28 mars 2018 au 10 octobre 2020, l'ACLED a recensé 6.679 morts dans les trois Etats du nord-est du Nigeria dans des incidents catégorisés de *battles*, *explosions/remote violence* et *violence against civilians*¹³¹.

¹²² Conseil de sécurité des Nations unies, 06/07/2020, [url](#)

¹²³ Conseil de sécurité des Nations unies, 06/07/2020, [url](#)

¹²⁴ USDOS, 02/2020, [url](#)

¹²⁵ CIVIC, 04/2020, [url](#)

¹²⁶ CIVIC, 04/2020, [url](#)

¹²⁷ CIVIC, 04/2020, [url](#)

¹²⁸ CIVIC, 04/2020, [url](#)

¹²⁹ CIVIC, 04/2020, [url](#)

¹³⁰ CIVIC, 04/2020, [url](#)

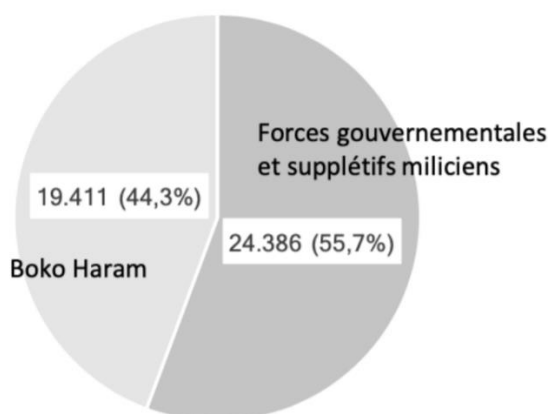
¹³¹ ACLED, 15/10/2020, [url](#)

Le nombre de morts recensés par l'ACLED dans la colonne *fatalities* comprend des civils aussi bien que des membres des forces de sécurité ou de milices armées. Les blessés ne sont pas recensés. L'ACLED recommande d'utiliser avec la plus grande prudence les chiffres concernant le nombre de morts fournis par lui ou par d'autres bases de données¹³² car il n'est pas en mesure de vérifier les informations sur le nombre de morts. L'organisation relève que dans les informations sur les conflits, les chiffres sur le nombre de morts sont généralement ceux qui sont les plus biaisés et les moins précis. Ces informations se prêtent à des manipulations par des groupes armés et parfois par les médias, ce qui peut entraîner des exagérations ou des sous-estimations. L'ACLED précise que les chiffres doivent être considérés comme des chiffres « tels que rapportés » et que les chiffres dans sa base de données sont des estimations¹³³. Plus d'informations sur la manière dont l'ACLED procède pour recenser les nombres de morts peuvent être trouvées dans une note du Cedoca sur la méthodologie de l'ACLED¹³⁴.

Pour diverses raisons, telles que des allégeances souvent « fluides » ou des « tirs amis », Marc-Antoine Pérouse de Montclos (Université Paris 8) estime qu'il reste difficile d'identifier le statut des victimes. Quoi qu'il en soit, les civils constituent les premières victimes et « sont littéralement pris entre le marteau et l'enclume », étant toujours suspectés de collaborer avec l'une ou l'autre partie du conflit¹³⁵.

Les données du projet Nigeria Watch indiquent que, depuis 2014, Boko Haram s'attaque plus aux militaires et moins à la police, celle-ci s'étant repliée en ville. La pression sur les civils s'est un peu relâchée puisque Boko Haram s'est concentré davantage sur les positions de l'armée, « en particulier depuis la formation d'une faction alliée à l'état islamique en 2015 »¹³⁶. A titre d'exemple, le 23 mars 2020, 47 soldats nigériens ont été tués dans le village de Gorgi (Borno) et 98 soldats tchadiens sur l'île de Boma dans le bassin du lac Tchad¹³⁷.

Toujours selon les données de Nigeria Watch, reprises par Marc-Antoine Pérouse de Montclos (Université Paris 8), voici les proportions de personnes tuées par les forces gouvernementales ou les insurgés, de 2007 à 2019, lors d'affrontements dont les responsabilités ont pu être établies :



Proportions de personnes tuées par les forces gouvernementales ou les insurgés, de 2007 à 2019, lors d'affrontements dont les responsabilités ont pu être établies¹³⁸

¹³² ACLED, *Fatalities*, 10/04/2019, [url](#)

¹³³ ACLED, *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Codebook*, 10/04/2019, p.31, [url](#)

¹³⁴ CGVS / CGRA - Cedoca, 21/05/2019, [url](#)

¹³⁵ IFRI (Pérouse de Montclos M.-A.), 07/2020, [url](#)

¹³⁶ IFRI (Pérouse de Montclos M.-A.), 07/2020, [url](#)

¹³⁷ Conseil de sécurité des Nations unies, 24/06/2020, [url](#)

¹³⁸ IFRI (Pérouse de Montclos M.-A.), 07/2020, [url](#)

Le chercheur note à ce sujet que le nombre de personnes tuées par Boko Haram est peut-être surévalué. Les djihadistes seraient en effet systématiquement accusés en cas d'homicide, même s'il résulte d'un simple vol ou d'un règlement de compte personnel¹³⁹.

Dans une carte blanche publiée dans Le Monde le 22 avril 2020, Marc-Antoine Pérouse de Montclos affirme également que les forces de sécurité nigérianes ont tué beaucoup de civils (sous forme de massacres, de représailles, d'exécution extrajudiciaire, de mauvais traitement des détenus), surtout après la proclamation de l'état d'urgence en 2013. Il note toutefois une évolution depuis quelques années :

« A partir de 2018, la presse nigériane n'a plus rapporté de cas de civils tués par des agents de l'Etat dans les zones de conflit. Les analystes les plus bienveillants supposent que les forces de sécurité auraient en effet pris conscience de la nécessité d'épargner la population pour gagner les cœurs et les esprits des habitants face à un ennemi invisible. Depuis 2019, le retranchement de l'armée dans des 'supercamps' a aussi pu contribuer à réduire le nombre de représailles contre des villages à la suite d'embuscades de Boko Haram contre des patrouilles de militaires. Mais le plus probable est que les journalistes locaux ont tout simplement reçu consigne de ne plus écrire d'articles sur les civils tués par les forces gouvernementales »¹⁴⁰.

Selon les Nations unies, les factions de Boko Haram sont responsables de la mort d'environ 240 civils entre le 1^{er} février et le 15 avril 2020¹⁴¹. Par exemple, le 10 février 2020, Boko Haram a incendié dix-huit véhicules à bord desquels se trouvaient des passagers, à Auno (Borno), à environ 20 km de Maiduguri. Trente personnes, dont une femme enceinte et un bébé, ont été tuées¹⁴².

Toujours selon les Nations unies, 1.609 combattants terroristes et 375 membres des forces de défense et de sécurité ont été tués entre le 1^{er} février et le 15 avril 2020¹⁴³.

Les données du Nigeria Security Tracker montrent ci-dessous la répartition des victimes de ce conflit (entre Boko Haram, acteurs étatiques, civils) au cours du temps. Il convient de noter que l'échelle de ces graphiques varie considérablement.

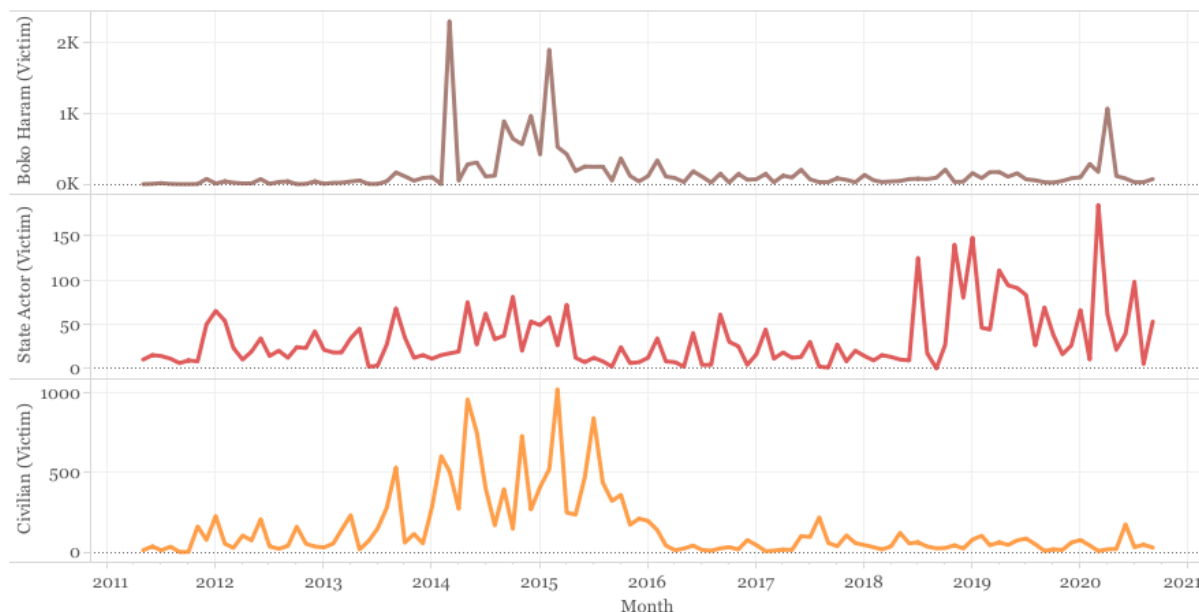
¹³⁹ IFRI (Pérouse de Montclos M.-A.), 07/2020, [url](#)

¹⁴⁰ Le Monde (Pérouse de Montclos M.-A.), 22/04/2020, [url](#)

¹⁴¹ Conseil de sécurité des Nations unies, 24/06/2020, [url](#)

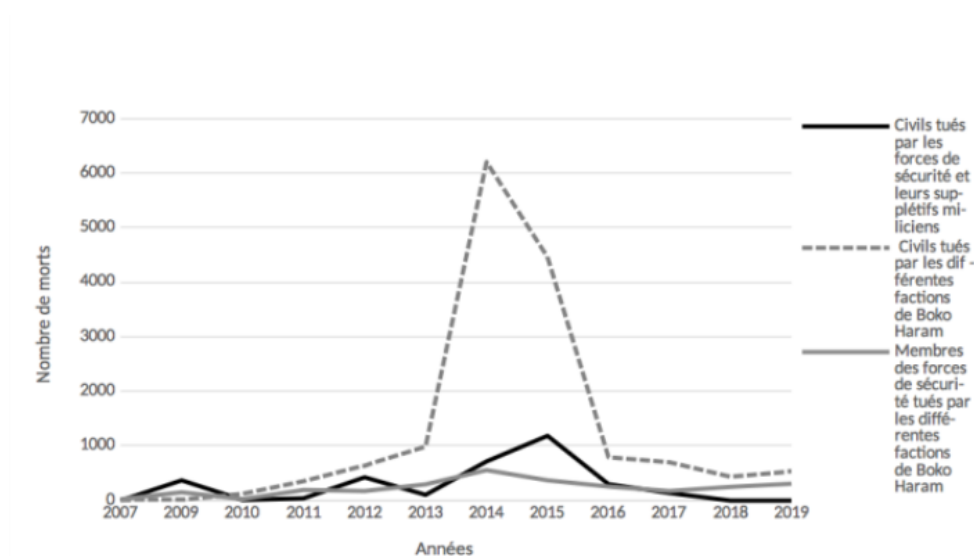
¹⁴² Conseil de sécurité des Nations unies, 24/06/2020, [url](#)

¹⁴³ Conseil de sécurité des Nations unies, 24/06/2020, [url](#)



Décès mensuels liés au conflit au nord-est du Nigeria¹⁴⁴

Le graphique suivant, réalisé sur base des données de Nigeria Watch, montre l'évolution du nombre de victimes civiles du conflit de Boko Haram au Nigeria entre le 1^{er} janvier 2007 et le 31 décembre 2019 :



Victimes civiles du conflit de Boko Haram au Nigeria entre le 1^{er} janvier 2007 et le 31 décembre 2019¹⁴⁵

¹⁴⁴ CFR, 01/08/2020, [url](#)

¹⁴⁵ Le Monde (Pérouse de Montclos M.-A.), 22/04/2020, [url](#)

5.2. Situation des enfants

Le Secrétaire général des Nations unies a publié un rapport sur le sort des enfants en temps de conflit, axé sur les trois Etats du nord-est du Nigeria. Ce rapport, publié en juillet 2020, porte sur la période allant de janvier 2017 à décembre 2019¹⁴⁶.

Il en ressort que de nombreux enfants sont tués ou blessés dans le cadre de ce conflit au nord-est du Nigeria. Les Nations unies estiment que Boko Haram est responsable de 79 % des victimes (1.133). L'Etat de Borno concentre la majorité de ces incidents (86 %). Les Nations unies notent une tendance à la baisse puisque 881 victimes ont été vérifiées en 2017, 432 en 2018 et 120 en 2019. « Cela pourrait s'expliquer par plusieurs facteurs, notamment la perte de territoire initialement sous l'influence de Boko Haram mais aussi par le manque d'accès à certaines zones du nord-est du Nigeria »¹⁴⁷. AI estime que les tactiques et l'idéologie de Boko Haram représentent « une atteinte à l'enfance ». L'organisation relève que de nombreux enfants ont assisté au meurtre de membres de leur famille, que d'autres ont été enlevés et ont passé des années en captivité. Ces enlèvements, recrutements forcés et mariages forcés dont sont victimes les enfants constituent des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. AI estime que leur ampleur a souvent été sous-estimée¹⁴⁸.

AI a souligné également à plusieurs reprises la détention illégale et la torture généralisées par l'armée nigériane d'enfants détenus dans les Etats d'Adamawa et de Borno¹⁴⁹.

6. Répartition géographique

6.1. Selon les données du Nigeria Security Tracker

Le Cedoca reprend ici une carte du projet Nigeria Security Tracker qui illustre le nombre de morts suite à des violences, par Etat, du 1^{er} avril 2018 au 31 août 2020. Ce nombre est de 6.540 pour Borno, 625 pour Adamawa et 492 pour Yobe¹⁵⁰.

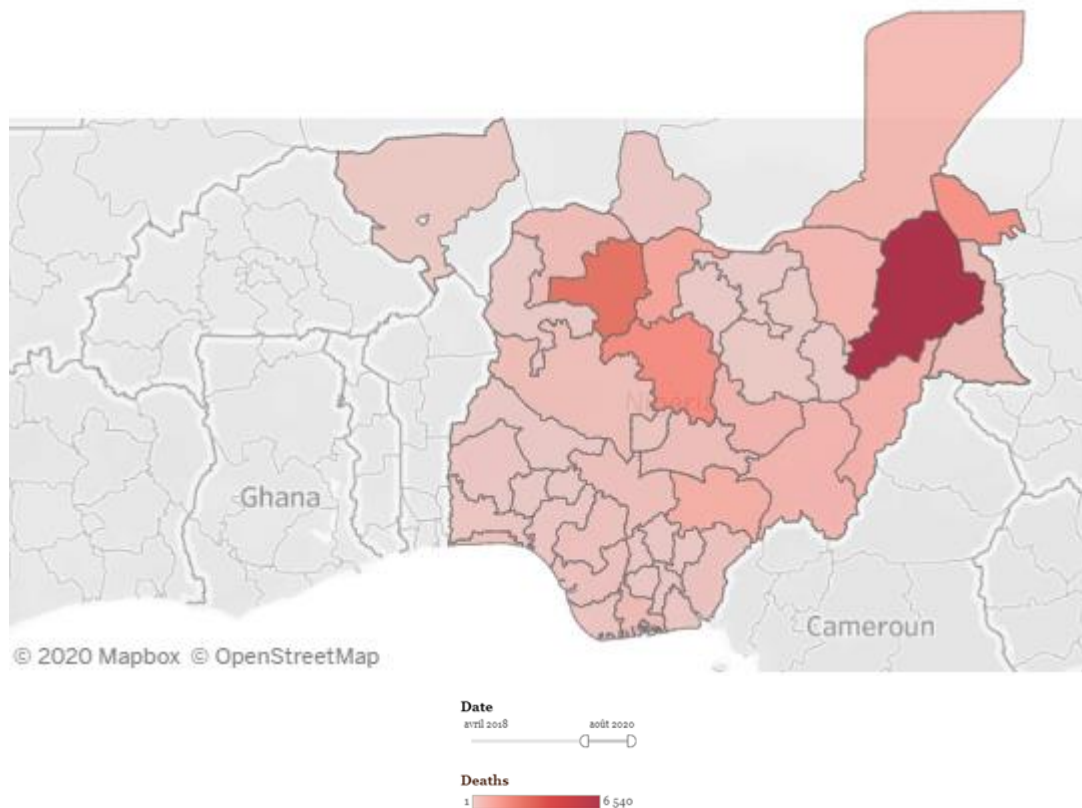
¹⁴⁶ Conseil de sécurité des Nations unies, 06/07/2020, [url](#)

¹⁴⁷ Conseil de sécurité des Nations unies, 06/07/2020, [url](#)

¹⁴⁸ AI, 16/06/2020, [url](#)

¹⁴⁹ AI, 16/09/2020, [url](#)

¹⁵⁰ CFR, 01/08/2020, [url](#)



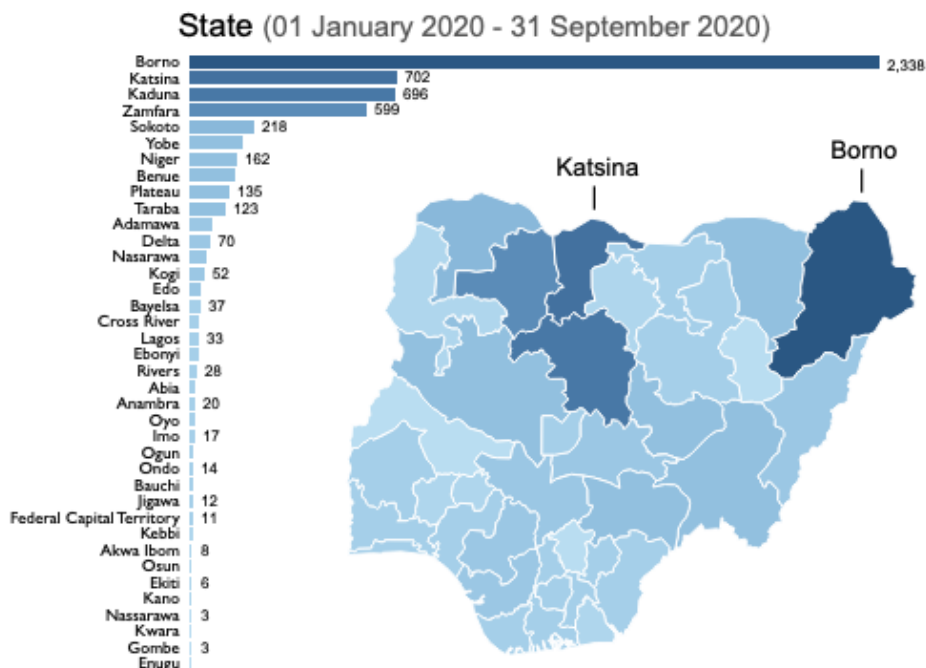
Nombre de décès suite à des violences par Etat entre avril 2018 et août 2019 selon le Nigeria Security Tracker¹⁵¹

6.2. Selon les données de l'ACLED

José Luengo-Cabrera, chercheur à l'ICG, a compilé les données de l'ACLED pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 septembre 2020. Il en conclut que, pour l'ensemble du pays, le bilan des neuf premiers mois de 2020 est déjà plus lourd que celui de 2019. Surtout, près de 40 % des décès enregistrés jusqu'à présent cette année se situent dans l'Etat de Borno, au nord-est du pays. Les Etats d'Adamawa et de Yobe ne figurent pas dans le top cinq¹⁵².

¹⁵¹ CFR, 01/08/2020, [url](#)

¹⁵² Luengo-Cabrera J., (@J_LuengoCabrera), *Nigeria: reported fatalities* [Twitter post], 15/10/2020, [url](#)

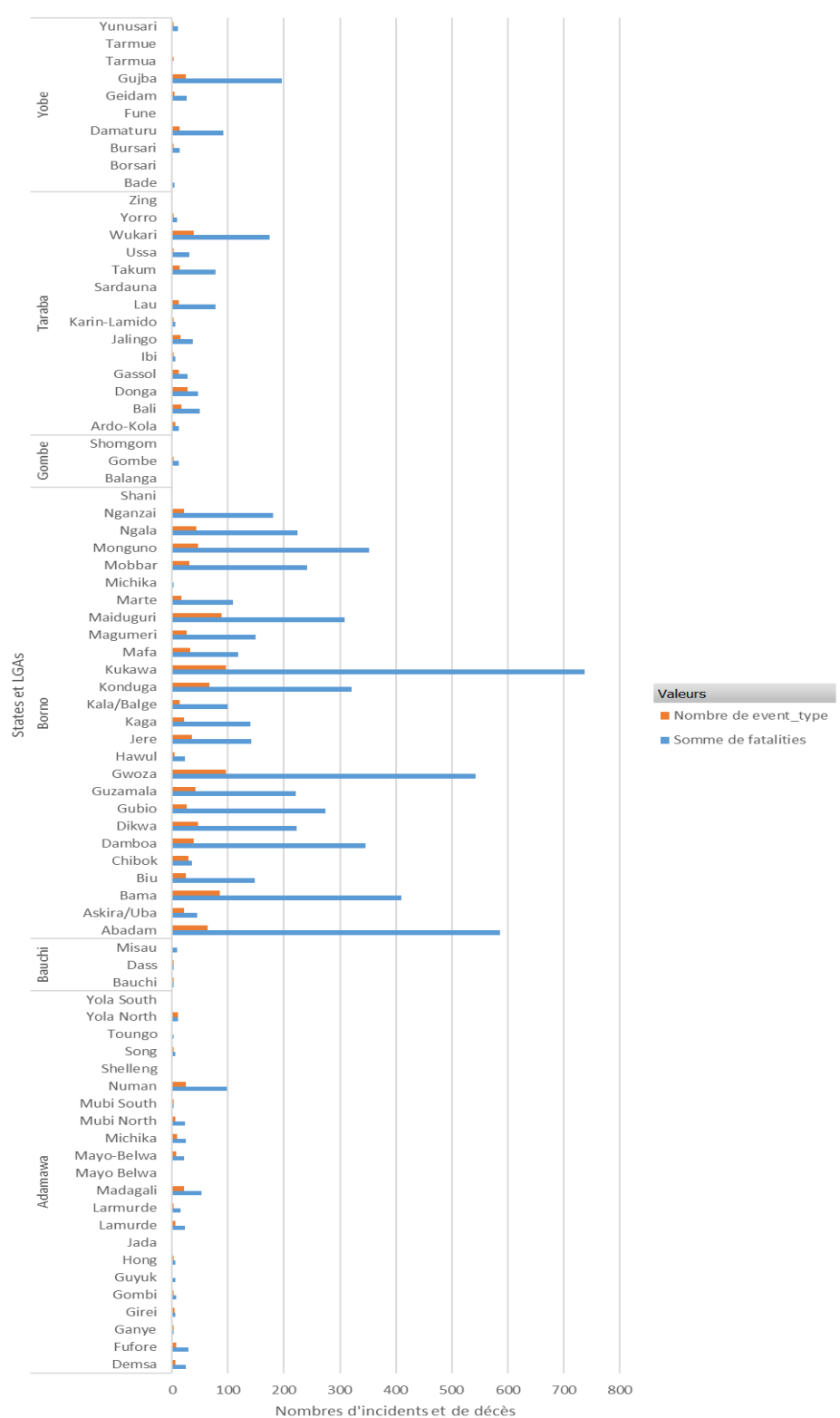


Décès rapportés suite à la violence au Nigeria du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020¹⁵³

Selon les données de l'ACLED, du 28 mars 2018 au 10 octobre 2020, le LGA Kukawa a été le plus touché par l'insécurité (737 victimes), suivi par le LGA Abadam (586 victimes) et le LGA Gwoza (542 victimes). Ces LGAs sont dans le Borno. Cet Etat compte, pour cette période, 5.974 victimes, Adamawa en comptant 342 et Yobe en comptant 363. Le graphique suivant comptabilise le nombre d'incidents et de victimes par LGA dans six Etats (Adamawa, Bauchi, Borno, Gombe, Taraba et Yobe) durant cette période¹⁵⁴ :

¹⁵³ Luengo-Cabrera J., (@J_LuengoCabrera), *Nigeria: reported fatalities* [Twitter post], 15/10/2020, [url](#)

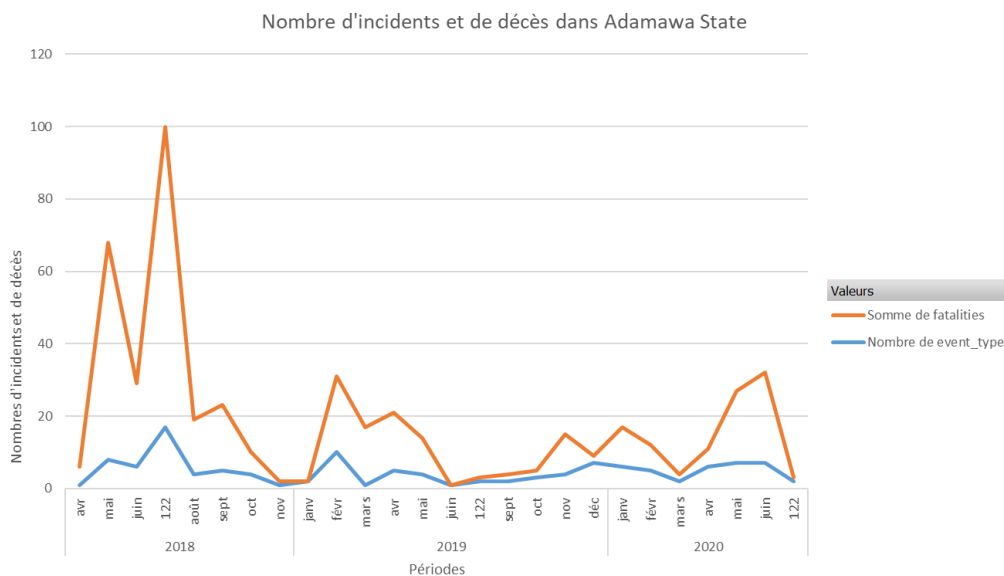
¹⁵⁴ ACLED, 15/10/2020, [url](#)



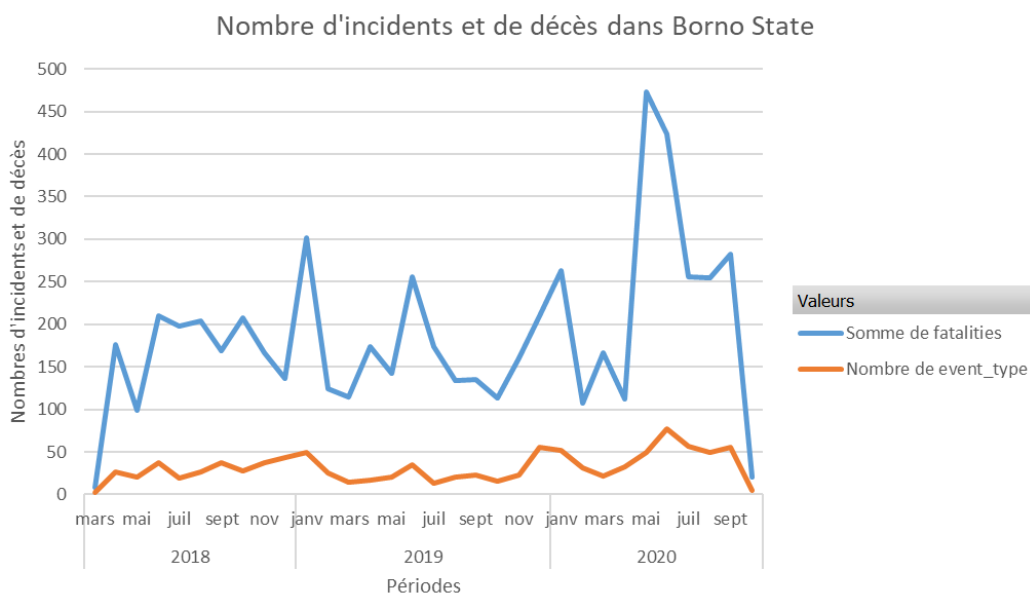
Nombre d'incidents et de décès du 28 mars 2018 au 10 octobre 2020¹⁵⁵

¹⁵⁵ ACLED, 15/10/2020, [url](#)

La répartition, au cours du temps, du nombre d'incidents (*battles, explosions/remote violence et violence against civilians*) et de décès pour les Etats d'Adamawa, Borno et Yobe est la suivante :



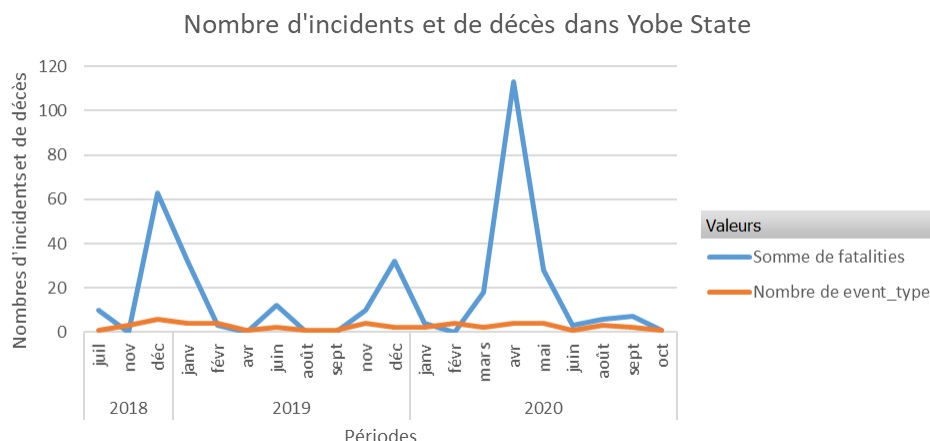
Nombre d'incidents et de décès dans l'Etat d'Adamawa¹⁵⁶



Nombre d'incidents et de décès dans l'Etat de Borno¹⁵⁷

¹⁵⁶ ACLED, 15/10/2020, [url](#)

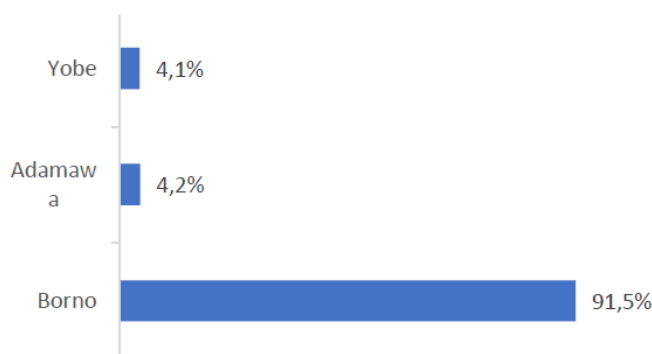
¹⁵⁷ ACLED, 15/10/2020, [url](#)



Nombre d'incidents et de décès dans l'Etat de Yobe¹⁵⁸

6.3. Violence basée sur le genre

Selon les données du HCR, la grande majorité des violences basées sur le genre en 2019 se sont déroulées dans l'Etat de Borno, épiscentre de la crise :



Violences sexuelles et basées sur le genre dans trois Etats de janvier à décembre 2019¹⁵⁹

7. Déplacements de population

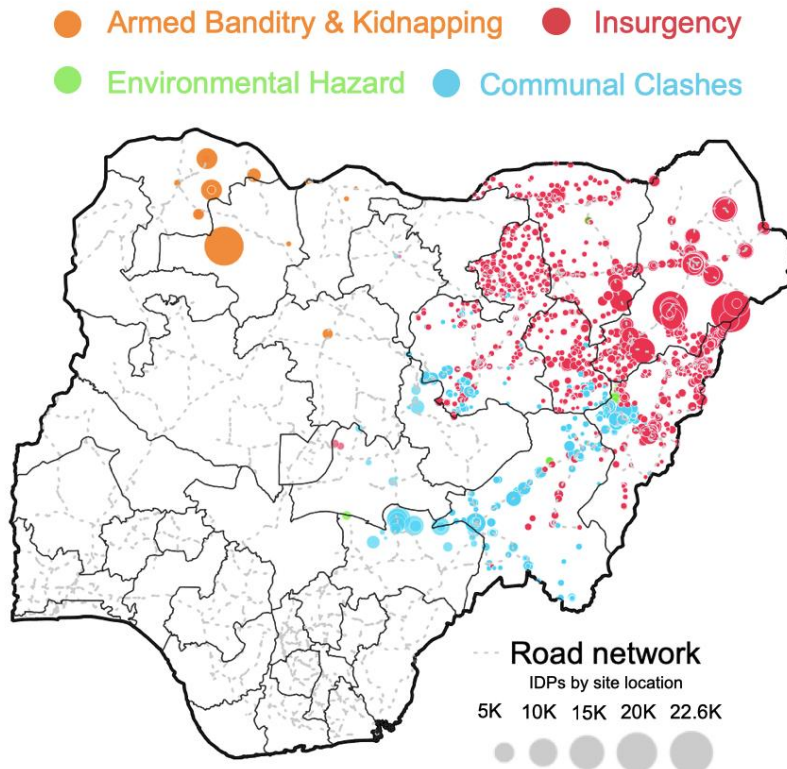
7.1. Déplacements internes

José Luengo-Cabrera, chercheur à l'ICG, a compilé les données de l'Organisation internationale des migrations (OIM) à l'échelle de tout le Nigeria, afin de visualiser les principales raisons des déplacements internes dans le pays à la date du 24 septembre 2020. Il en ressort que plus de deux millions de personnes déplacées sont enregistrées en septembre 2020 et que les principaux motifs de

¹⁵⁸ ACLED, 15/10/2020, [url](#)

¹⁵⁹ HCR, 31/03/2020, [url](#)

déplacement signalés sont les suivants : insurrection dans le nord-est, affrontements entre communautés dans le centre-nord, banditisme armé dans le nord-ouest¹⁶⁰.



Principales causes rapportées des déplacements¹⁶¹

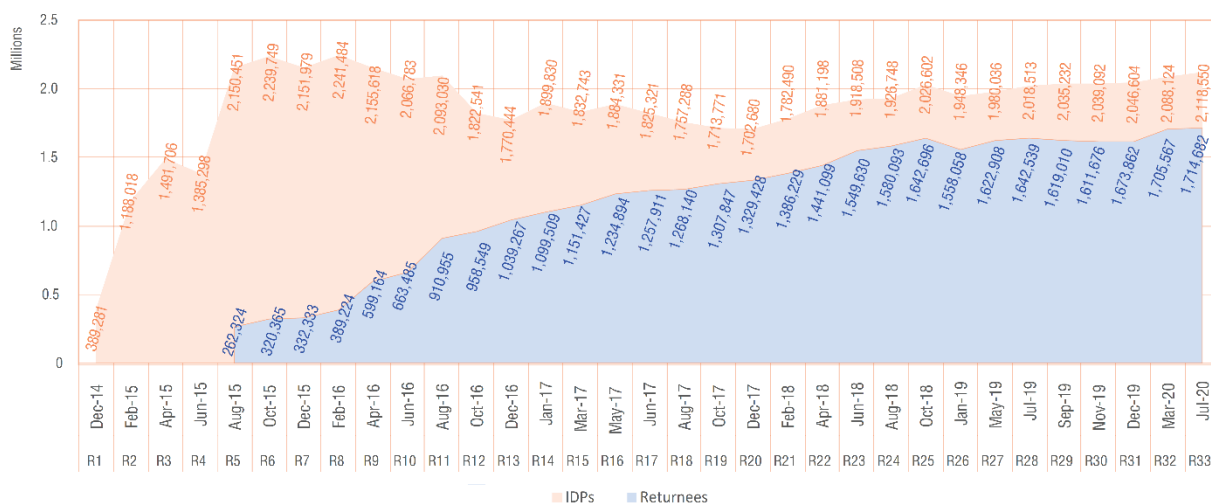
Les chiffres cités ci-dessous sont issus de la dernière évaluation (le « Round 33 ») des personnes déplacées dans les Etats d'Adamawa, Bauchi, Borno, Gombe, Taraba et Yobe, réalisée par l'OIM, et qui s'est déroulée du 27 juillet au 15 août 2020¹⁶².

Un total de 2.118.550 déplacés internes, ou 436.058 ménages, ont été enregistrés. Parmi eux, 78 % sont des femmes et des enfants. Près de la moitié (48 %) de ces personnes se sont déplacées à deux reprises et 27 % à trois reprises. Voici l'évolution de ce chiffre au cours du temps, couplée à celle des *returnees* :

¹⁶⁰ Luengo-Cabrera J., (@J_LuengoCabrera), *Nigeria: violence & displacement* [Twitter post], 15/10/2020, [url](#)

¹⁶¹ Luengo-Cabrera J., (@J_LuengoCabrera), *Nigeria: violence & displacement* [Twitter post], 15/10/2020, [url](#)

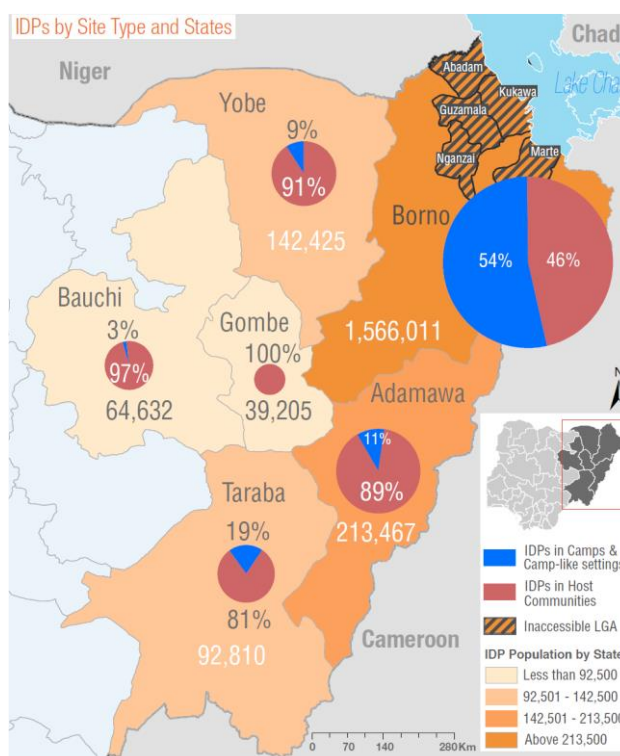
¹⁶² OIM, 24/09/2020, [url](#)



Evolution du nombre de personnes déplacées internes et de *returnees*, selon l'OIM¹⁶³

57 % de ces déplacés internes vivent dans des communautés d'accueil, le reste étant hébergé dans des camps ou des installations ressemblant à des camps. Borno continue d'être l'Etat avec le plus de déplacés internes¹⁶⁴.

La répartition géographique entre les six différents Etats et par type de sites est la suivante :



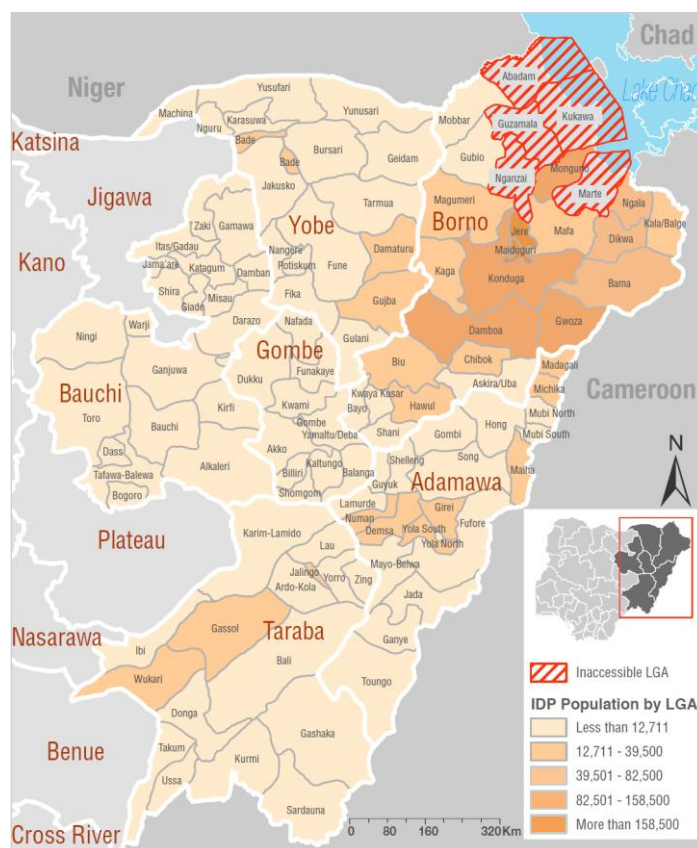
Déplacés internes par type de sites et par Etat, selon l'OIM¹⁶⁵

¹⁶³ OIM, 24/09/2020, [url](#)

¹⁶⁴ OIM, 24/09/2020, [url](#)

¹⁶⁵ OIM, 24/09/2020, [url](#)

La répartition géographique entre les différents LGA est la suivante :



Répartition des déplacés internes par LGA¹⁶⁶

Selon les Nations unies, dans les Etats d'Adamawa, Borno et Yobe, plus de 1,8 million de personnes vivent encore dans des camps ou au sein de populations « elles-mêmes extrêmement vulnérables »¹⁶⁷.

L'OIM comptabilise 300 camps et environnements semblables à des camps accueillant des personnes déplacées et 2.088 sites où les personnes déplacées résident avec des communautés d'accueil¹⁶⁸.

A Maiduguri, un afflux a été constaté et les ressources et installations sont utilisées « au maximum de leurs capacités » selon un communiqué des Nations unies de juin 2020¹⁶⁹.

Des rapports indiquent que des soldats, des policiers, des CJTF et d'autres personnes se sont rendus coupables d'exploitation et d'abus sexuels sur des femmes et des filles. Ces faits sont préoccupants dans les camps de personnes déplacées gérés par l'Etat, les camps informels et les communautés locales à Maiduguri et dans les environs, ainsi que dans tout le nord-est¹⁷⁰.

En outre, des fortes pluies en juillet et août 2020 ont affecté des dizaines de milliers de civils qui sont dans des camps ou des installations similaires dans les trois Etats concernés¹⁷¹.

¹⁶⁶ OIM, 24/09/2020, [url](#)

¹⁶⁷ Conseil de sécurité des Nations unies, 24/06/2020, [url](#)

¹⁶⁸ OIM, 24/09/2020, [url](#)

¹⁶⁹ Conseil de sécurité des Nations unies, 24/06/2020, [url](#)

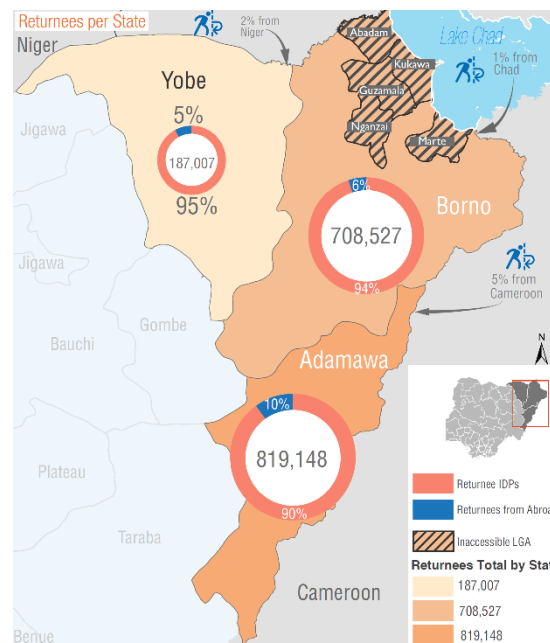
¹⁷⁰ USDOS, 02/2020, [url](#)

¹⁷¹ OCHA, 09/2020, [url](#)

Le pourcentage de personnes déplacées ayant besoin de nourriture reste élevé. En effet, 76 % des personnes déplacées ont cité la nourriture comme leur principal besoin non satisfait. Les produits non alimentaires ont été cités comme le deuxième besoin non satisfait le plus important (12 %) et 6 % ont cité le logement comme leur principal besoin non satisfait¹⁷².

7.2. Retour des déplacés

Un graphique présenté *supra* montre l'évolution du nombre de *returnees*, avec 1.714.682 *returnees* enregistrés par l'OIM lors de la dernière évaluation¹⁷³. La tendance à l'augmentation de ces *returnees* s'est poursuivie. Ce nombre a commencé à se stabiliser depuis avril 2019, après avoir connu d'importantes fluctuations et notamment une augmentation sans interruption jusqu'en août 2018. 72 % des personnes initialement déplacées sont rentrées chez elles. Dans cet ensemble, 82 % sont des femmes et des enfants¹⁷⁴. La répartition des *returnees* par Etat est la suivante :



Répartition des *returnees* par Etat¹⁷⁵

La volonté des autorités de l'Etat de Borno est, depuis plusieurs années, de renvoyer chez eux les déplacés internes, en particulier ceux qui s'accumulent à Maiduguri. Cette capitale compte en théorie deux millions d'habitants, alors que l'Etat de Borno en compte quatre¹⁷⁶.

Entre le 1^{er} janvier 2019 et le 30 septembre 2020, plus de 35.500 réfugiés nigériens (15.484 ménages) sont rentrés au Nigeria, principalement en provenance du Cameroun, du Niger et du Tchad. Parmi ces personnes, 61 % sont des femmes et des filles ; 49 % sont des enfants. Il convient de noter que 43 % des ménages enregistrés dans le nord-est n'ont pas accès à l'eau et à la nourriture et que 78 % ont des propriétés endommagées ou détruites¹⁷⁷.

¹⁷² OIM, 24/09/2020, [url](#)

¹⁷³ OIM, 24/09/2020, [url](#)

¹⁷⁴ OIM, 24/09/2020, [url](#)

¹⁷⁵ OIM, 24/09/2020, [url](#)

¹⁷⁶ CFR (Campbell J.), 23/01/2020, [url](#)

¹⁷⁷ OIM, 24/09/2020, [url](#)

En septembre 2020, des centaines de résidents de Baga ont été invités à rentrer chez eux. Le gouverneur de l'Etat de Borno a fait le déplacement lui-même mais son convoi a fait l'objet d'une embuscade qui a fini en bain de sang (trente morts). Des menaces de mort ont également été proférées par les combattants islamistes à l'encontre des *returnees*, afin de les dissuader de retourner chez eux¹⁷⁸.

8. Impact de la violence sur la vie quotidienne

8.1. Aide humanitaire

Selon les chiffres fournis par l'OCHA le 22 septembre 2020, le nombre de personnes ayant besoin d'une aide urgente dans le nord-est du Nigeria est passé de 7,9 millions au début de 2020 à 10,6 millions depuis le début de l'épidémie du coronavirus. Aussi, jusqu'à 4,3 millions de personnes pourraient souffrir d'insécurité alimentaire, contre 3,7 millions avant l'arrivée de ce virus¹⁷⁹.

Les opérations de secours sont toujours perturbées par l'état des routes – les fortes pluies et inondations rendant pratiquement impraticables les principales voies d'approvisionnement dans les trois Etats concernés¹⁸⁰ – mais aussi par la résurgence des attaques armées¹⁸¹. Le contexte fortement militarisé dans les Etats d'Adamawa, Borno et Yobe entraîne de nombreuses restrictions et de l'insécurité pour les organisations humanitaires. Ainsi, suite à des restrictions imposées par l'armée, deux ONG internationales ont dû, en septembre 2019 et durant plus de cinq semaines, suspendre leurs activités dans les Etats de Borno et Yobe. Cette suspension d'activités a privé près de 400.000 personnes de nourriture et d'autres secours essentiels¹⁸². Les Nations unies estimaient en juin 2020 que, dans les régions qui ne sont pas contrôlées par l'armée nigériane, 1,2 million de personnes sont dans le besoin et sont privées d'une aide vitale¹⁸³. En août 2020, les groupes armés non étatiques ont officiellement déclaré que les acteurs humanitaires étaient une cible légitime¹⁸⁴.

La délivrance de l'aide humanitaire est donc sous tension, comme le décrivent les Nations unies :

« L'acheminement de l'aide humanitaire a été considérablement entravé par des restrictions d'accès, plus de 1,2 million de personnes étant inaccessibles du fait de l'insécurité croissante, en particulier dans le nord de l'Etat de Borno. De surcroît, des agents humanitaires ont été pris pour cible par Boko Haram, enlevés voire, dans certains cas, exécutés. L'équipe spéciale a établi 55 refus d'accès humanitaire ayant eu des conséquences pour les enfants, soit 29 attribués à Boko Haram et 26 au Gouvernement. La plupart des cas se sont produits dans l'Etat de Borno, en situation d'extrême urgence humanitaire, et, dans une moindre mesure, dans l'Etat de Yobe »¹⁸⁵.

A l'occasion de l'assassinat de trois travailleurs humanitaires dans l'Etat de Borno en juillet 2020, le coordinateur humanitaire des Nations unies au Nigeria se dit troublé par le nombre de postes de contrôle de véhicules illégaux mis en place par des groupes armés non étatiques le long des principales voies d'approvisionnement. Il affirme que ces points de contrôle perturbent la fourniture d'une assistance vitale et augmentent les risques pour les civils d'être enlevés, tués ou blessés, les

¹⁷⁸ AFP via Le Journal de Montréal, 06/10/2020, [url](#)

¹⁷⁹ OCHA, 22/09/2020, [url](#)

¹⁸⁰ OCHA, 09/2020, [url](#)

¹⁸¹ Conseil de sécurité des Nations unies, 24/06/2020, [url](#)

¹⁸² Conseil de sécurité des Nations unies, 30/12/2019, [url](#)

¹⁸³ Conseil de sécurité des Nations unies, 24/06/2020, [url](#)

¹⁸⁴ HCR, 08/2020, [url](#)

¹⁸⁵ Conseil de sécurité des Nations unies, 06/07/2020, [url](#)

travailleurs humanitaires étant de plus en plus souvent visés¹⁸⁶. Cinq incidents à des points de contrôle ont été enregistrés en juin 2020, quatorze en juillet 2020 (principalement dans l'Etat de Borno) et seize en août 2020. Les Nations unies indiquent que cette tendance inquiétante présente non seulement des risques d'enlèvement ou de mort pour les travailleurs humanitaires et les autres civils, mais qu'elle entrave également la fourniture d'une assistance vitale¹⁸⁷.

Enfin, selon certaines allégations, des factions de Boko Haram bénéficieraient de l'aide humanitaire. Une partie de cette aide finit effectivement dans les mains des djihadistes mais selon Vincent Foucher (LAM), rien n'indique que des ONG assistent directement l'une ou l'autre faction¹⁸⁸.

8.2. Situation sanitaire

L'équipe spéciale des Nations unies a confirmé 22 attaques visant des hôpitaux de 2017 à 2019, en grande majorité attribuées à Boko Haram¹⁸⁹.

Les Etats de Borno, Adamawa et Yobe ont par ailleurs enregistré des cas de COVID-19, y compris dans des camps de personnes déplacées. Borno est l'un des Etats les plus touchés au Nigeria et la COVID-19 y aggrave les besoins humanitaires¹⁹⁰.

La pandémie du coronavirus a conduit les Nations unies à émettre des craintes concernant le système de santé :

« La pandémie risque de submerger les systèmes de santé de la région, déjà fragiles, et de frapper plus durement les femmes en particulier, ainsi que les groupes marginalisés et vulnérables. Elle risque d'aggraver les problèmes existants des systèmes de santé et de créer de nouveaux besoins dans des zones déjà ravagées par des conflits et faisant face à une nouvelle flambée de l'insécurité alimentaire »¹⁹¹.

8.3. Ecoles

De très nombreux enfants sont privés d'éducation, notamment pour les raisons suivantes : les écoles ne sont pas à une distance raisonnable ; les parents ne sont plus capables d'assumer les frais liés à la scolarisation ; parfois les enseignants ont fui en raison de l'insécurité¹⁹².

De 2017 à 2019, l'équipe spéciale des Nations unies a confirmé treize attaques lancées contre des écoles, en grande majorité attribuées à Boko Haram¹⁹³.

Aucun cas d'école utilisée à des fins militaires par les forces de sécurité nigérianes n'a été établi en 2019 par l'équipe spéciale des Nations unies¹⁹⁴.

¹⁸⁶ Nations unies, 22/07/2020, [url](#)

¹⁸⁷ OCHA, 09/2020, [url](#)

¹⁸⁸ ISPI (Foucher V.), 19/03/2020, [url](#)

¹⁸⁹ Conseil de sécurité des Nations unies, 06/07/2020, [url](#)

¹⁹⁰ OCHA, 22/09/2020, [url](#)

¹⁹¹ Conseil de sécurité des Nations unies, 24/06/2020, [url](#)

¹⁹² AI, 27/05/2020, [url](#)

¹⁹³ Conseil de sécurité des Nations unies, 06/07/2020, [url](#)

¹⁹⁴ Conseil de sécurité des Nations unies, 06/07/2020, [url](#)

Résumé

La lutte entre Boko Haram et les forces de sécurité continue de dévaster le nord-est du Nigeria (Etats d'Adamawa, de Borno et de Yobe). Les insurgés opèrent plutôt dans les zones rurales tandis que les forces gouvernementales sont davantage retranchées dans les villes.

De nombreuses sources s'accordent pour dire que Boko Haram est divisé en deux factions principales depuis 2016. L'une est restée fidèle à Abubakar Shekau (Jamaatou Ahl es-Sunna lid-Daawaati wal-Jihad), l'autre a prêté allégeance à l'Etat islamique (Province d'Afrique de l'ouest de l'Etat islamique ou ISWAP). Ces deux factions sont principalement présentes dans l'Etat de Borno. Toutes deux font preuve de résilience, malgré de lourdes pertes humaines dans leurs rangs. La faction restée fidèle à Abubakar Shekau mène de nombreuses attaques contre les civils. L'ISWAP mène des attaques principalement contre les forces gouvernementales et tente de se montrer plus séduisante vis-à-vis des civils.

Les forces de sécurité nigérianes sont discréditées auprès de la population et ont généralement adopté une position défensive, notamment en se retranchant dans des grands camps fortifiés. Elles commettent également des exactions.

Une force opérationnelle multinationale (Multinational Joint Task Force, MNJTF) a repris quelques territoires à Boko Haram mais souffre de nombreuses contraintes structurelles.

Plusieurs groupes d'autodéfense comblent un vide sécuritaire et l'un d'entre eux, en l'occurrence la Civil Joint Task Force, est formellement sous le commandement de l'armée. Cette force civile, qui accompagne les militaires dans certaines opérations, est parfois impliquée directement ou indirectement dans des exactions contre des civils.

Amnesty International estime que Boko Haram et les forces nigérianes commettent régulièrement des crimes de droit international.

Pour la période du 28 mars 2018 au 10 octobre 2020, l'ACLED a recensé 1.194 incidents (*battles, explosions/remote violence, violence against civilians*), causant la mort de 6.679 personnes. Le HCR a dénombré 1.666 cas de violence sexuelle et basée sur le genre durant la seule année 2019.

Les civils constituent les premières victimes de ce conflit, notamment parce qu'ils sont suspectés de collaborer avec l'une ou l'autre partie du conflit. Globalement, les forces gouvernementales et les groupes d'autodéfense ont tué plus de personnes que Boko Haram entre 2007 et 2019.

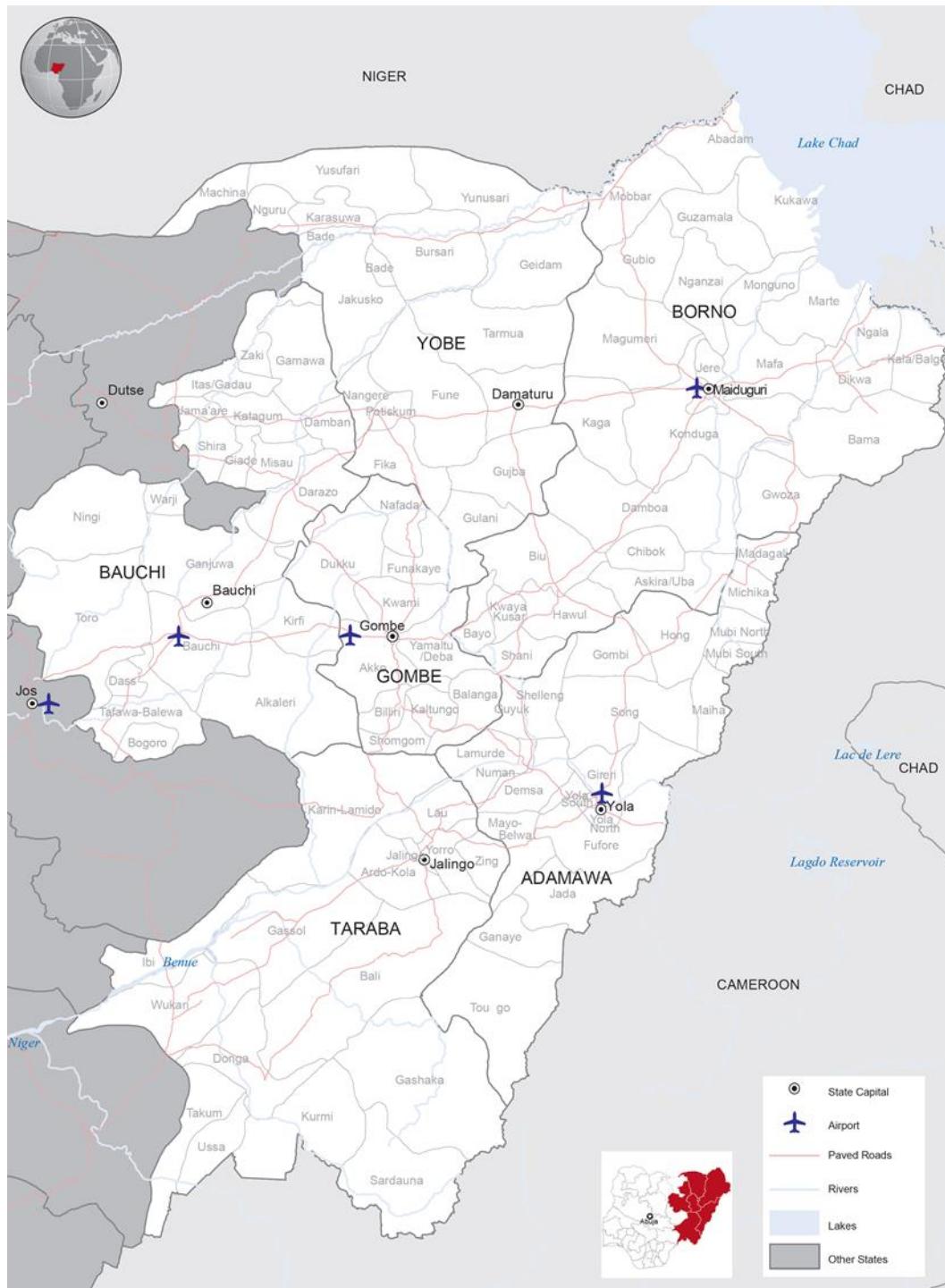
Borno concentre le plus grand nombre de décès liés à ce conflit pour la période allant du 28 mars 2018 au 10 octobre 2020.

Borno est également l'Etat qui contient le plus de déplacés internes. Ses autorités souhaitent que de nombreux déplacés internes rentrent dans leur région d'origine.

L'acheminement de l'aide humanitaire est entravé par l'état des routes, la résurgence des attaques armées ainsi que par les nombreux postes de contrôle tenus par des groupes armés non étatiques. Des agents humanitaires sont de plus en plus pris pour cible. Boko Haram attaque également des hôpitaux et des écoles, secteurs déjà fragilisés.

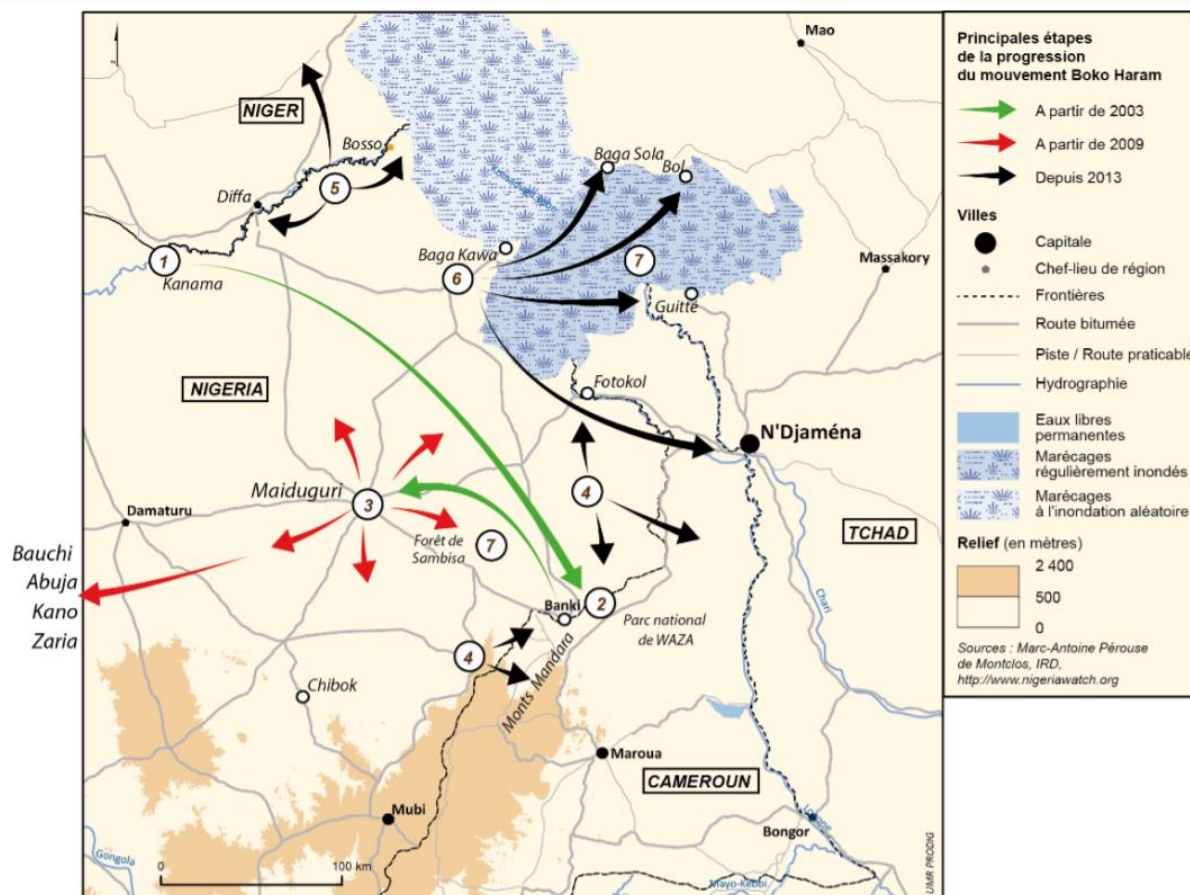
Annexes

Annexe 1 : nord-est du Nigeria¹⁹⁵



¹⁹⁵ OCHA, 28/01/2016, [url](#)

Annexe 2 : principales étapes militaires de la progression de Boko Haram, de 2003 à 2020¹⁹⁶



① 2003 : Basés à Kanama sur la frontière du Niger, les « Talibans du Nigeria » attaquent des postes de police puis fuient l'armée en direction des Monts Mandara au Cameroun.

② 2004 : pourchassés par l'armée, les « Talibans du Nigeria » rejoignent le prêcheur le plus radical de Maiduguri, Mohamed Yusuf, et forment le noyau le plus extrémiste d'une secte qui n'a pas encore de nom et que l'on moquera ensuite sous l'appellation péjorative de Boko Haram (« l'Education occidentale est sacrilège »).

③ 2009 : suite à des escarmouches avec les forces de l'ordre, Mohamed Yusuf appelle au djihad et est exécuté sans autre forme de procès par la police. L'armée intervient et la répression fait un millier de morts à Maiduguri, dont une majorité de civils. Sous l'égide de son nouveau leader Abubakar Shekau, le groupe plonge alors dans la clandestinité et étend son rayon d'action au Nigeria avec des attentats terroristes et des attaques retentissantes à Bauchi en 2010, Abuja en 2011, Kano en 2012 et Zaria en 2014.

④ Depuis 2013 : tandis que la proclamation d'un état d'urgence exacerbe la violence dans les campagnes des Etats du Borno, de Yobe et de l'Adamawa au Nigeria, l'accord de non agression mutuelle qui prévalait à la frontière du Cameroun est rompu avec l'enlèvement d'une famille française dans la réserve naturelle de Waza. Les otages sont échangés contre des commandants de Boko Haram aux mains des forces camerounaises. Les insurgés multiplient bientôt leurs attaques dans les Monts Mandara.

⑤ Depuis 2015 : de pair avec la mise en place d'une coalition antiterroriste, la situation se dégrade au Niger, où Boko Haram vise essentiellement Diffa, Bosso et les petits villages le long de la rivière Komadougou.

⑥ Depuis 2015 : le Tchad est à son tour touché par la secte. Déjà présents sur les îles du lac, les combattants de Boko Haram montent des attentats suicide à N'djaména, Guitté, Bol et Baga Sola.

⑦ Depuis 2017 : la secte continue de se fragmenter. Ses deux principales factions opèrent depuis la forêt de Sambisa et les marécages du lac Tchad.

¹⁹⁶ IFRI (Pérouse de Montclos M.-A.), 07/2020, [url](http://www.ifri.fr)

Bibliographie

Sources écrites et audiovisuelles

Agence France-Presse (AFP) via Le Journal de Montréal, *Nigeria: les déplacés de Boko Haram renvoyés «dans la gueule du loup»*, 06/10/2020, <https://www.journaldemontreal.com/2020/10/07/nigeria-les-deplaces-de-boko-haram-renvoyes-dans-la-gueule-du-loup> [consulté le 07/10/2020]

Agence France-Presse (AFP) via Jeune Afrique (JA), *Casernes et villages pillés, attentats-suicides, Boko Haram redouble les attaques au Nigeria*, 23/12/2017, <http://www.jeuneafrique.com/505069/politique/casernes-et-villages-pilles-attentats-suicides-boko-haram-redouble-les-attaques-au-nigeria/> [consulté le 08/01/2018]

Agence France-Presse (AFP) via La Libre Belgique (LLB), *Nigeria: combats entre factions rivales de Boko Haram*, 07/09/2016, <http://www.lalibre.be/actu/international/nigeria-combats-entre-factions-rivales-de-boko-haram-57d0357d35701f2d11712af3> [consulté le 26/03/2018]

Amnesty International (AI), *Boko Haram at a glance*, 29/01/2015, <http://www.amnesty.org/en/news/boko-haram-glance-2015-01-29> [consulté le 23/03/2018]

Amnesty International (AI), *Nigeria. Toute une génération de garçons et de filles risque d'être sacrifiée en raison du conflit armé qui sévit depuis longtemps dans le nord-est du pays*, 16/06/2020, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/06/oped-with-long-running-armed-conflict-in-the-northeast-nigeria-risks-losing-a-generation-of-boys-and-girls/> [consulté le 01/10/2020]

Amnesty International (AI), *Nigeria: «nous avons séché nos larmes. » : gérer les conséquences du conflit sur les enfants dans le nord-est du Nigeria*, 27/05/2020, <https://www.amnesty.org/download/Documents/AFR4423222020FRENCH.PDF> [consulté le 05/10/2020]

Amnesty International (AI), *Nigeria: Open letter on Addressing the toll of Northeast Nigeria's Conflict on Children*, 16/09/2020, <https://www.amnesty.org/download/Documents/AFR4430522020ENGLISH.PDF> [consulté le 01/10/2020]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Codebook*, 10/04/2019, <https://www.acleddata.com/download/2827/> [consulté le 20/05/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED). Guide for Media Users*, 10/04/2019, <https://www.acleddata.com/download/2820/> [consulté le 20/05/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Coding review Process*, 10/04/2019, <https://www.acleddata.com/download/3705/> [consulté le 21/05/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Data Africa*, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 15/10/2020, <https://www.acleddata.com/data/> [consulté le 16/10/2020]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Data Africa*, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 15/10/2020, <https://www.acleddata.com/data/> [consulté le 20/10/2020]

Assessment Capacities Project (ACAPS), *Nigeria Banditry violence and displacement in the Northwest*, 24/07/2020, https://www.acaps.org/sites/acaps/files/products/files/20200723_acaps_short_note_northwest_banditry_crisis_n_wbc_nigeria.pdf [consulté le 06/10/2020]

Assessment Capacities Project (ACAPS), *Nigeria*, 28/09/2020, <https://www.acaps.org/country/nigeria/crisis/complex-crisis> [consulté le 12/10/2020]

Boston University - African Studies Center (Brown B. B.), *Boko Haram: behind the headlines*, 22/05/2014, <http://www.bu.edu/africa/files/2014/05/Boko-Haram-Teaching-Resource.pdf> [consulté le 23/03/2018]

British Broadcasting Corporation (BBC), *Islamic State-linked militants 'seize Nigeria's Baga town'*, 28/12/2018, <https://www.bbc.com/news/world-africa-46705837> [consulté le 06/10/2020]

Cable News Network (CNN) (Pisa K., Hume T.), *Boko Haram overtakes ISIS as world's deadliest terror group, report says*, 19/11/2015, <https://edition.cnn.com/2015/11/17/world/global-terror-report/> [consulté le 21/10/2020]

Campbell J., Page M. T., *Nigeria: What Everyone Needs to Know*, Londres : Oxford University Press, 2018

Center for Civilians in Conflict (CIVIC), *To defend or harm? Community Militias in Borno State, Nigeria*, 04/2020, https://civiliansinconflict.org/wp-content/uploads/2020/06/CommunityMilitiasFINAL_June2020lowres.pdf [consulté le 06/10/2020]

Cleen Foundation (Onuoha F. C., Kwaja C. A. M.), *Non-State Armed Groups in North East Nigeria: Challenges and Opportunities for Security Sector Governance*, 2018, https://www.academia.edu/37945557/Non_State_Armed_Groups_in_North_East_Nigeria_Challenges_and_Opportunities_for_Security_Sector_Governance [consulté le 22/10/2020]

Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA / CGRS) - Cedoca, *Nota. ACLED: méthodologie*, 21/05/2019, https://www.cgra.be/sites/default/files/content/download/files/nota_acled-methodologie_20190521.pdf [consulté le 21/05/2019]

Conseil de sécurité des Nations unies, *Activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Rapport du Secrétaire général*, 24/06/2020, <https://undocs.org/fr/S/2020/585> [consulté le 07/09/2020]

Conseil de sécurité des Nations unies, *Activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Rapport du Secrétaire général*, 30/12/2019, <https://undocs.org/fr/S/2019/1005> [consulté le 07/09/2020]

Conseil de sécurité des Nations unies, *Le sort des enfants en temps de conflit armé au Nigéria. Rapport du Secrétaire général*, 06/07/2020, <https://undocs.org/fr/S/2020/652> [consulté le 21/09/2020]

Conseil de sécurité des Nations unies, *Nigeria: UN report details 'grave violations' against children by Boko Haram*, 10/04/2017, <https://news.un.org/en/story/2017/05/556582-nigeria-un-report-details-grave-violations-against-children-boko-haram#.WQyKtbccRAg> [consulté le 16/10/2020]

Council on Foreign Relations (CFR) (Campbell J.), *Borno State Increasingly Isolated as Boko Haram Threatens Roads*, 23/01/2020, <https://www.cfr.org/blog/borne-state-increasingly-isolated-boko-haram-threatens-roads> [consulté le 09/10/2020]

Council on Foreign Relations (CFR) (Campbell J., Harwood A.), *Boko Haram's Deadly Impact*, 20/08/2018, <https://www.cfr.org/article/boko-harams-deadly-impact> [consulté le 21/10/2020]

European Asylum Support Office (EASO), *EASO Rapport d'information sur le pays d'origine. Nigeria. Situation sécuritaire*, 11/2018, https://www.cgra.be/sites/default/files/rapporten/easo_coi_report_nigeria_situationsecuritaire20181126.pdf [consulté le 21/10/2020]

Fédération internationale pour les droits humains (FIDH), *Nigeria : Les crimes de masse de Boko Haram*, 10/02/2015, <https://www.fidh.org/IMG/pdf/nigeriabokoharam656fweb-2.pdf> [consulté le 14/03/2018]

Fédération internationale pour les droits humains (FIDH), Ligue tchadienne des droits de l'homme (LTDH), Association tchadienne pour la promotion et la défense des droits de l'homme (ATPDH), *Lac Tchad : les populations prises en étau entre les Etats de la région et la résurgence de Boko Haram. Rapport de situation*, 07/2020, https://www.fidh.org/IMG/pdf/fidh_-_tchad756f.pdf [consulté le 17/09/2020]

Felbab-Brown V., *Militias (and Militancy) in Nigeria's North-East. Not going away*, in United Nations University (Day A., Felbab-Brown V., Haddad F.), *Hybrid Conflict, Hybrid Peace: How Militias and Paramilitary Groups Shape Post-conflict Transitions*, 14/04/2020, <https://i.unu.edu/media/cpr.unu.edu/post/3895/HybridConflictNigeriaWeb.pdf> [consulté le 06/10/2020]

Foreign Policy (Afzal M.), *From "Western education is forbidden" to the world's deadliest terrorist group Education and Boko Haram in Nigeria*, 04/2020, https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2020/04/FP_20200507_nigeria_boko_haram_afzal.pdf [consulté le 21/10/2020]

France 24, *Nigeria : une embuscade jihadiste fait au moins 30 morts dans le Nord-Est*, 26/09/2020, https://www.france24.com/fr/20200926-nigeria-une-embuscade-jihadiste-fait-au-moins-30-morts-dans-le-nord-est?utm_source=Revue+de+presse+du+28+septembre+2020&utm_campaign=Revue+de+presse++28+septembre+2020&utm_medium=email [consulté le 01/10/2020]

Global Initiative For Civil Stabilisation (GICS) (Nasrullah F.), *Survival And Expansion, The Islamic State's West African Province*, 23/04/2019, <https://conflictstudies.gics.live/wp-content/uploads/2019/04/GICS-Survival-And-Expansion-of-the-Islamic-States-West-African-Province-Full.pdf> [consulté le 28/10/2020]

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), *2019 Annual Report, Sexual and Gender-Based Violence, North-East Nigeria*, 31/03/2020, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/sgbv_report_2020f.pdf [consulté le 21/10/2020]

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), *North-East Situation Update*, 08/2020, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/North-East%20Situation%20Update%20-%20August%202020.pdf> [consulté le 24/09/2020]

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), *Spontaneous Refugee Returnees Dashboard September 2020*, 12/10/2020, <https://data2.unhcr.org/en/documents/download/79564> [consulté le 28/10/2020]

Higazi A., et al., *A Response to Jacob Zenn on Boko Haram and al-Qa'ida*, in *Perspectives on terrorism*, Vol. 12, n° 2, 2018, https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers18-05/010072544.pdf [consulté le 07/09/2020]

HumAngle, *Borno: Between Terror And IDPs' Resettlement*, 07/10/2020, <https://humangle.ng/borne-between-terror-and-idps-resettlement/> [consulté le 07/10/2020]

Institut français des relations internationales (IFRI) (Pérouse de Montclos M.-A.), *Boko Haram et les limites du tout-répressif au Nigeria : de nouvelles perspectives ?*, 07/2020, https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/boko_haram_et_les_limites_du_tout-repressif_au_nigeria_-_de_nouvelles_perspectives.pdf [consulté le 14/09/2020]

Institute for Security Studies (ISS) (Malik S.), *L'insécurité croissante au Nigeria offre des possibilités d'expansion à Boko Haram*, 03/08/2020, <https://issafrica.org/fr/iss-today/linsecurite-croissante-au-nigeria-offre-des-possibilites-dexpansion-a-boko-haram> [consulté le 06/10/2020]

International Crisis Group (ICG), *Violence in Nigeria's North West: Rolling Back the Mayhem*, 18/05/2020, <https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/nigeria/288-violence-nigerias-north-west-rolling-back-mayhem> [consulté le 06/10/2020]

International Crisis Group (ICG), *What Role for the Multinational Joint Task Force in Fighting Boko Haram?*, 07/07/2020, [https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/291-mnjtf-boko-haram%20\(1\).pdf](https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/291-mnjtf-boko-haram%20(1).pdf) [consulté le 01/10/2020]

Istituto per gli Studi di Politica Internazionale (ISPI) (Foucher V.), *The Jihadi Proto-State in the Lake Chad Basin*, 19/03/2020, <https://www.ispionline.it/it/pubblicazione/jihadi-proto-state-lake-chad-basin-25441> [consulté le 06/10/2020]

Jeune Afrique (JA) (Diallo F.), *Nigeria : Boko Haram, affaibli par les troupes de Buhari, « a gagné en qualité tactique »*, 12/02/2019, <https://www.jeuneafrique.com/731668/politique/nigeria-boko-haram-affaibli-par-les-troupes-de-buhari-a-gagne-en-qualite-tactique/> [consulté le 17/09/2020]

Le Monde (Pérouse de Montclos M.-A.), *Boko Haram au Nigeria : qui tue qui ? Le décompte macabre d'une guerre sale*, 22/04/2020, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/04/22/boko-haram-au-nigeria-qui-tue-qui-le-decompte-macabre-d-une-guerre-sale_6037441_3212.html [consulté le 18/09/2020]

Luengo-Cabrera J., (@J_LuengoCabrera), *Nigeria: reported fatalities* [Twitter post], 15/10/2020, https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1316760579412025346 [consulté le 16/10/2020]

Luengo-Cabrera J., (@J_LuengoCabrera), *Nigeria: violence & displacement* [Twitter post], 15/10/2020, https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1316766868640878592 [consulté le 16/10/2020]

Nations unies, *North-east Nigeria displacement crisis continues amid 'increased sophistication' of attackers, warns UN*, 05/02/2019, <https://news.un.org/en/story/2019/02/1031991> [consulté le 22/10/2020]

Nations unies, *Statement on the killing of aid workers in Borno State*, 22/07/2020, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/NIGERIA%20-%20UN%20-%20STATEMENT%20ON%20THE%20EXECUTION%20OF%20AID%20WORKERS%20IN%20BORNO%20STATE%20-22072020.pdf> [consulté le 23/09/2020]

- Nigeria Watch, *Ninth Report on Violence in Nigeria (2019)*, 18/02/2020, <http://www.nigeriawatch.org/media/html/NGA-Watch-Report19Final.pdf> [consulté le 24/09/2020]
- Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Nigeria Situation Report*, 22/09/2020, <https://reports.unocha.org/en/country/nigeria> [consulté le 24/09/2020]
- Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Nigeria - Northeast States: Reference Map*, 28/01/2016, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ocha_northeast_region_portrait_28012016.pdf [consulté le 28/10/2020]
- Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Nigeria North-East: Humanitarian Situation Update, January 2020 Edition*, 14/02/2020, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/ocha_nga_humanitarian_update_january2020_edition.pdf [consulté le 24/09/2020]
- Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Situation Overview*, 09/2020, <https://reports.unocha.org/en/country/nigeria/card/57TCdxc7Sr/> [consulté le 24/09/2020]
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Club du Sahel et de l'Afrique de l'ouest (CSAO), *The Geography of Conflict in North and West Africa*, 2020, <https://doi.org/10.1787/02181039-en> [consulté le 23/09/2020]
- Organisation internationale pour les migrations (OIM), *Nigeria — Displacement Report 33 (August 2020)*, 24/09/2020, <https://displacement.iom.int/system/tidf/reports/DTM%20Report%20Round%2033%20%28North%20East%29.pdf?file=1&type=node&id=9779> [consulté le 25/09/2020]
- Pérouse de Montclos M.-A., *Nigeria : Boko Haram, les chrétiens... et les autres*, in *Études - Revue de culture contemporaine*, n° 2014/12, 12/2014, http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=ETU_4211_0007 [consulté le 23/03/2018]
- The Washington Post (Allen N., Lewis M., Matfess H.), *The Boko Haram insurgency, by the numbers*, 06/10/2014, <http://www.washingtonpost.com/blogs/monkey-cage/wp/2014/10/06/the-boko-haram-insurgency-by-the-numbers/> [consulté le 23/03/2018]
- United States Department of State (USDOS), *Nigeria 2019 human rights report*, 02/2020, <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2020/02/NIGERIA-2019-HUMAN-RIGHTS-REPORT.pdf> [consulté le 18/09/2020]
- Zenn J., *Northern Nigeria's Boko Haram: The Prize in al-Qaeda's Africa Strategy*, The Jamestown Foundation : Washington DC, 2012